



LEXIBOOK - LINGUISTIC ELECTRONIC SYSTEM

Société anonyme au capital de 2 020 506 €.

**Siège social : 2, avenue de Scandinavie, Z.A. de Courtabœuf, 91953 Les Ulis.
323 036 921 R.C.S. Evry**

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 SEPTEMBRE 2013

Table des matières

I.	PERSONNES RESPONSABLES	4
I1.	Nom et fonction du responsable du Rapport Financier Semestriel	4
I2.	Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel	4
II.	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	4
II1.	Commissaires aux comptes titulaires	4
II2.	Commissaires aux comptes suppléants.....	4
III.	INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	5
IV.	FACTEURS DE RISQUES	5
IV1.	Risques de liquidité	6
IV2.	Risques financiers	7
IV3.	Risques de taux d'intérêts	8
IV4.	Risques juridique	9
IV41.	Risques liés aux contrats de licences de marques	9
IV42.	Risques réglementaires	10
IV5.	Risques fiscaux	10
IV6.	Risques industriels et risques liés à l'environnement.....	10
IV7.	Risques clients.....	11
IV8.	Risques liés aux stocks	12
IV9.	Risques liés au transport.....	12
IV10.	Risque de saisonnalité	12
IV11.	Risques liés aux impôts différés.....	13
IV12.	Assurance - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus.....	13
IV13.	Risques résultant de l'exercice par la société de son activité	13
IV15.	Faits exceptionnels et litiges.....	14
V.	DESCRIPTION DU MARCHÉ ET DES ACTIVITES DE LA SOCIETE	14
V1.	Principales activités	14
V11.	Stratégie	14
V12.	Recherche & Développement.....	15
V13.	Canaux de distribution : FOB / NON FOB.....	15
VI.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT	17
VI1.	Situation financière des comptes semestriels au 30 septembre 2013, 2012 et 2011	17
VI11.	Situation financière – bilan simplifié : 1 ^{er} semestre 2013-2014 / 2012-2013.....	17
I11.	Situation financière – bilan simplifié : 1 ^{er} semestre 2012-2013 / 2011-2012.....	18
I2.	Compte de résultat arrêté au 30 septembre 2013, 2012 et 2011	18
I21.	Compte de résultat – exercices 2013-2014 / 2012-2013	18
I11.	Compte de résultat – exercices 2012-2013 / 2011-2012	19
VII.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	20
VII1.	Comptes semestriels au 30 septembre 2013.....	20
VII11.	Bilan consolidé pour le semestre arrêté au 30 septembre 2013.....	22
VII12.	Compte de résultat consolidé arrêté au 30 septembre 2013	23
VII13.	Tableau de variation des capitaux propres arrêté au 30 septembre 2013.....	24

VII14.	Tableau consolidé des flux de trésorerie arrêté au 30 septembre 2013	25
VII15.	Annexes aux comptes consolidés arrêté au 30 septembre 2013	26

I. PERSONNES RESPONSABLES

I1. Nom et fonction du responsable du Rapport Financier Semestriel

Le président du Directoire, Monsieur Aymeric LE COTTIER, est responsable des informations contenues dans le présent document.

I2. Attestation du responsable du Rapport Financier Semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Les Ulis, le 15 novembre 2013

Aymeric LE COTTIER
Président du Directoire

II. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

II1. Commissaires aux comptes titulaires

- **C et V Audit et Associés**
8, rue Dupleix
75 015 Paris
Représenté par Monsieur Georges de BONDY
Date du premier mandat:
Assemblée Générale du 2 juillet 2003
Date de fin de mandat:
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015
- **Mazars**
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
Représenté par Monsieur Serge CASTILLON
Date du premier mandat:
Assemblée Générale du 2 juillet 2003
Date de fin du mandat:
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015

II2. Commissaires aux comptes suppléants

- **Cabinet E.A.L**
16 rue Amelot
75 011 Paris
Date du premier mandat:
Assemblée Générale du 2 juillet 2003
Date de fin du mandat:
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015
- **RSA SEEC et Associés**
40 avenue Hoche
75 008 Paris
Date du premier mandat:
Assemblée Générale du 2 juillet 2003
Date de fin du mandat:
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2015

III. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Le tableau ci-dessous présente les principales données comptables et opérationnelles du Groupe pour les trois derniers exercices annuels et sur les trois dernières situations semestrielles.

Tableau des chiffres clés (en €)	Au 30/09/13	Au 30/09/12	Au 30/09/11	Au 31/03/13	Au 31/03/12	Au 31/03/11
Capital Social	2 020 506	2 020 506	1 921 044	2 020 506	2 020 506	1 921 044
Capitaux propres part du groupe	6 607 371	6 627 275	5 364 476	6 369 060	5 293 847	3 623 534
Dettes financières	15 582 901	18 255 105	19 312 427	14 580 738	7 758 571	11 388 198
<i>Dont Affacturage</i>	<i>4 151 788</i>	<i>4 441 649</i>	<i>8 881 922</i>	<i>6 412 947</i>	<i>1 336 367</i>	<i>2 036 764</i>
<i>Dont Quasi fonds-propres</i>	<i>1 600 000</i>			<i>1 000 000</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Trésorerie active	2 869 223	6 097 428	5 323 974	1 319 575	3 520 742	1 653 434
Actif Immobilisé	4 031 466	3 421 129	4 438 620	4 466 254	3 933 913	5 735 966
Total bilan	38 977 383	40 931 231	46 116 428	32 830 574	22 007 371	25 566 552
Produits d'exploitation	17 835 664	18 574 769	22 820 889	45 499 793	40 603 314	39 268 982
Résultat (courant) des activités poursuivies avant charges financières et avant impôt	613 164	1 629 996	2 540 086	1 147 279	1 866 037	1 935 459
Resultat courant avant impôt	362 769	1 852 380	2 153 572	913 552	1 306 115	869 210
Résultat net consolidé part du groupe	324 717	1 506 202	1 702 981	1 047 453	1 037 110	688 524
Résultat net consolidé part du groupe par action	0,08	0,37	0,45	0,27	0,27	0,18
Ratio d'endettement net (1)	192%	183%	261%	208%	80%	269%
Ratio d'endettement net retraité (2)	85%	116%	95%	79%	55%	212%
Dividendes distribués	0	0	0	0	0	0

- (1) Le ratio d'endettement net est calculé en prenant le total des dettes financières moins la trésorerie active, rapporté au total des fonds propres
- (2) Le ratio d'endettement net retraité est calculé en prenant le total des dettes financières retraité de l'affacturage moins la trésorerie active, rapporté au total des fonds propres et quasi fonds propres, en effet, au sens du protocole signé avec nos partenaires bancaires, les financements reçus d'OSEO dans le cadre d'un Crédit de Développement Participatif (CDP) et d'un Prêt Pour l'Innovation (PPI), sont assimilés à des quasi-fonds propres et non des dettes financières.

Dans ce cadre, le ratio d'endettement retraité serait de 85% au 30/09/2013

IV. FACTEURS DE RISQUES

Le groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous.

La société ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

IV1. Risques de liquidité

Tableau de synthèse de l'endettement sur les trois derniers exercices annuels et sur les trois dernières situations semestrielles.

Endettement net (en €)	30/09/2013	30/09/2012	30/09/2011	31/03/2013	31/03/2012	31/03/2011
Concours bancaires	8 035 022	10 218 892	6 407 149	4 990 433	3 416 768	4 954 895
Affacturation	4 151 788	4 441 649	8 881 922	6 412 947	1 336 367	2 036 764
CDP & PPI BPIFRANCE Part Courante	0	0	n/a	0	n/a	n/a
Crédit moyen terme part courante	784 000	784 000	784 000	784 000	784 000	784 000
crédits baux part courante		69 207	91 244	23 142	91 834	90 661
Intérêts courus	26 159	25 768	32 727	21 445	24 054	33 750
Total dettes financières part courante	4 961 947	5 320 624	9 789 893	7 241 534	2 236 255	2 945 175
Emprunt Obligataire	397 932	343 588	890 177	368 769	318 406	825 151
CDP & PPI BPIFRANCE Part non Courante	1 600 000	1 000 000	n/a	1 000 000	n/a	n/a
Crédit moyen terme part non courante	588 000	1 372 000	2 156 000	980 000	1 764 000	2 548 000
crédits baux part non courante	0	0	69 208	0	23 142	114 977
Total dettes financières part non courante	2 585 932	2 715 588	3 115 385	2 348 769	2 105 548	3 488 128
Total dettes financières - A	15 582 901	18 255 104	19 312 427	14 580 736	7 758 571	11 388 198
Trésorerie active - B	2 869 223	6 097 428	5 323 974	1 319 575	3 520 742	1 653 433
Comptes courants associés - C	0	0	28 154		28 699	27 582
Total endettement net (A-B+C)	12 713 678	12 157 676	14 016 607	13 261 161	4 266 528	9 762 347

Le Crédit de Développement Participatif (CDP) obtenu d'OSEO et le Prêt Pour l'Innovation obtenu de BPI France sont considérés comme des quasi fonds propres au sens du protocole signé avec nos partenaires bancaires.

Ces éléments sont décrits dans les notes 11 (trésorerie active), 14 (dettes financières) et 17.3 (autres dettes d'exploitation non courantes) des comptes consolidés.

Les lignes de concours bancaires et affacturation sont moins élevées au 30/09/13 vs 30/09/2012 du fait de la saisonnalité encore plus marquée cette année avec la sortie de nombreuses nouveautés en Octobre et Novembre.

Les lignes de financement hors bilan sont quant à elles utilisées au maximum afin de financer les productions et honorer les livraisons du dernier trimestre civil.

Le crédit moyen terme mis en place lors de la signature du premier protocole le 26 avril 2010 est remboursé régulièrement, les 13 premières échéances ont déjà été honorées au 30 septembre 2013.

Pour le financement de ses achats de marchandises, le groupe utilise des lignes de CREDOC et des « Stand-By Letter of Credit » (SBLC). Jusqu'à ce jour le groupe a toujours couvert ses besoins en CREDOC et plus généralement les besoins de financement de ses achats de marchandises.

Ces financements sont portés par la société mère, Lexibook France S.A. et par sa filiale à Hong Kong. Les besoins de financement sont essentiellement des besoins court terme liés au financement du besoin en fond de roulement.

La société avait initialement conclu le 26 avril 2010 un protocole avec ses partenaires bancaires dont l'actualisation est décrite dans les faits marquants. Ce protocole lui assurait son financement et prévoyait une clause de revoir avant le 31 janvier de chaque année.

La société a engagé une négociation avec ses partenaires bancaires pour obtenir le maintien de ses lignes de crédit. Ce renouvellement qui avait fait l'objet d'un nouveau protocole de conciliation le 16 décembre 2011 a fait l'objet d'un nouveau protocole en date du 23 janvier 2013 homologué devant le tribunal de commerce le 4 février 2013, Il confirme l'objectif de maintien des fonds propres et quasi fonds propres à 6 M€ au 31/12/2013.

Le tableau ci-dessous présente les lignes de crédit, leurs échéances et leurs garanties telles qu'elles résultent du nouveau protocole homologué le 23 janvier 2013. Les montants tirés sont ceux à la date du 30 septembre 2013.

La hausse de l'emprunt obligataire est la résultante de la constatation dans les comptes consolidés de la reconstitution de dette.

Detail des lignes de crédit au 30 Septembre 2013							
LEXIBOOK France							
Nature ligne	Ligne €	Ligne USD	Utilisation bilan en dettes financières	Utilisation bilan en dettes d'exploitation	Utilisation hors bilan	Échéance	Conditions particulières
Emprunt Obligataire	0,40 M€	n/a	0,40 M€	Néant	Néant	21/04/2015	N/A
Credit Moyen Terme	3,92 M€	n/a	1,37 M€	Néant	Néant	21/05/2015	N/A - remb nominal annuel de 0,78 M€
Facilités de caisse	0,15 M€	n/a	Néant	Néant	Néant	31/10/2013	A compter du 01/04/2013. Gage sur stocks à hauteur de 3,5 M€
Crédit de campagne	1,5 M€	n/a	1,5 M€	Néant	Néant	31/10/2013	A compter du 01/04/2013. Gage sur stocks à hauteur de 3,5 M€
CREDOC	5,61 M€	7,49 M\$	Néant	3,2 M\$ équivalent 2,37 M€	4,17 M\$ équivalent à 3,09 M€	31/01/2014	Clause de revoir annuelle
CREDOC New Money	3,5 M€	4,67 M\$	Néant	0,2 M\$ équivalent à 0,15 M€	4, M\$ équivalent à 3,25 M€	31/12/2013	A compter du 01/05/2013. Gage sur stocks à hauteur de 3,5 M€
SBLC	3,97 M€	5,3 M\$	Néant	Néant	5,3 M\$ équivalent à 3,97 M€	31/01/2014	Clause de revoir annuelle
Change	14,97 M€	20 M\$	Néant	Néant	14,2 M\$	31/01/2014	Clause de revoir annuelle
Change	16 M€	21,6 M\$	Néant	Néant	9,3 M\$	31/10/2014	Tacite reconduction
La ligne New Money cadre avec les besoins de financement saisonniers de Lexibook							
LEXIBOOK Hong Kong							
Nature ligne	Ligne €	Ligne USD	Utilisation bilan en dettes financières	Utilisation bilan en dettes d'exploitation	Utilisation hors bilan	Échéance	Conditions particulières
CREDOC et facilités de caisses	6,21 M€	8,3 M\$	7,5 M\$ (5,6 M€) en CREDOCS		Néant	31/01/2014	Clause de revoir annuelle
CREDOC	2,25 M€	3M\$	1,27 M\$ (0,95 M€)		Néant	31/01/2014	Clause de revoir annuelle
Total utilisation Bilan en dettes financières			9,81 M€				

NB : Pour pouvoir rapprocher le total des utilisations bilans présenté ci-dessus (9,81 M€) du total des dettes financières présenté en note 14 des comptes consolidés (15,58 M€), il convient de rajouter l'encours factor (4,15 M€), le CDP OSEO (1 M€), le PPI de BPIFrance (0,6 M€) et les intérêts courus non échus (0,02 M€).

Les lignes sont accordées par le protocole en tenant compte de la saisonnalité de Lexibook, les échéances de ces lignes sont donc compatibles avec les besoins de financement de campagne 2013 de Lexibook. Les lignes octroyées à Lexibook Hong Kong peuvent, pour partie, être utilisées en facilités de caisse ou en CREDOCS. Pour des raisons techniques locales, les engagements CREDOCS sont comptabilisés dès la prise de cet engagement, contrairement en France, où les utilisations de lignes CREDOCS sont exclusivement des engagements hors bilan.

Pour le financement du poste client, le groupe a mis en place une solution d'affacturage au niveau européen (cf. note 3.6 des comptes au 30/09/13). Ce financement est lié à la saisonnalité de l'activité, d'où une baisse du poste affacturage en mars et une hausse en septembre.

Le renouvellement de l'accord de conciliation intervenu le 23 janvier 2013 et homologué par le tribunal le 4 février 2013 est toujours actif. Il confirme l'objectif de maintien des fonds propres et quasi fonds propres à 6 M€ au 31/12/2013. La description des engagements de chacune des parties est identique à celle décrites dans notre document de référence au 31 mars 2013.

IV2. Risques financiers

Le Groupe Lexibook, opérant dans un contexte international, est exposé aux risques de change provenant de différentes expositions en devises, principalement l'US dollar. Le risque de change porte notamment sur des transactions commerciales futures.

La totalité des achats sont réalisés en dollars US et environ 30 % du chiffre d'affaires 2013-2014 sera également réalisé en USD, présentant ainsi une couverture naturelle sur cette devise. Cette couverture naturelle est réalisée via le canal de distribution FOB, pour lequel la facturation est réalisée en USD et permet donc de couvrir une partie des achats réalisés en USD, cette part peut être amenée à varier en fonction de la parité euro/dollar et de la négociation avec les clients.

Le risque de change, crée de la volatilité sur les résultats, les capitaux propres ainsi que sur les flux de trésorerie.

Le Groupe Lexibook a recours à des instruments dérivés dans diverses stratégies de couverture pour éliminer ou limiter les risques financiers auxquels il est exposé. Les principaux instruments dérivés utilisés sont le change à terme ferme et optionnel. Les lignes de couverture de change concernées sont explicitement prévues dans le protocole du 23/01/13 et Lexibook estime qu'elles sont adaptées à son besoin.

La comptabilisation de ces instruments de couverture est détaillée dans la note 28 de l'annexe aux comptes consolidés du groupe.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le groupe Lexibook a pour politique de couvrir un budget d'achats futurs de marchandises payables en US dollar. La couverture du budget d'achat a nécessité un découpage en différentes périodes de temps (« time bucket ») suffisamment fines.

Le Groupe Lexibook ne couvre que la part sécurisée de son budget, c'est-à-dire, la part récurrente et peu soumise à aléas. Au 30 septembre 2013, les achats de marchandises payables en US au titre du budget 2013/2014 sont couverts à 100 %.

Le groupe a procédé à la revue de son risque de change au 30 septembre 2013 :

Risque de change	USD	GBP	HKD
Actifs	7 484 216	673 474	1 639 515
Passifs	15 951 007	465 339	12 989 161
Position nette avant gestion	-8 466 791	208 135	-11 349 646
Hors Bilan	-2 530 000		-35 000 000
Couvertures	-23 515 975		
Position nette globale après gestion	-34 512 766	208 135	-46 349 646

Sensibilité en euros	Impact sur le résultat		Impact sur les Capitaux propres	
	Hausse de 1%	Baisse de 1%	Hausse de 1%	Baisse de 1%
USD	255 555	- 255 555	2 449	- 2 449
GBP	2 490	- 2 490	-	-
HKD	44 260	- 44 260	19 020	- 19 020
TOTAL	297 325	- 297 325	21 469	- 21 469

IV3. Risques de taux d'intérêts

Le groupe a procédé à la revue de son risque de taux au 30 septembre 2013

Risque de taux	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Passifs Financiers	12 996 969	2 585 932	0
Actifs Financiers	205 950		
Position nette	12 791 019	2 585 932	0

Au 30 septembre 2013, dans le cas d'une hausse des taux de 1 point, le manque à gagner serait de 153 769 €

Le groupe analyse régulièrement l'opportunité financière de la mise en place de swaps de taux (variable / fixes). A la date d'établissement du présent rapport, compte tenu du coût jugé élevé des swaps, aucune couverture n'a été initiée.

La ventilation taux fixe / taux variable est présentée dans la note 14.3 pour les passifs financiers, les actifs financiers sont détaillés en note 7 des comptes annuels.

IV4. Risques juridique

IV41. Risques liés aux contrats de licences de marques

	2011/2012 30/09/2011	2012/2013 30/09/2012	2013-2014 30/09/2013
Chiffre d'Affaires sous Licences	10 207 487	8 476 114	6 864 826
%	45,1%	46,2%	39,1%
Chiffres d'Affaires hors Licences	12 447 952	9 876 876	10 685 527
%	54,9%	53,8%	60,9%
TOTAL	22 655 439	18 352 990	17 550 353

Part de la licence la plus importante	14,60%	13,95%	6,99%
Part des 5 premières licences	37,80%	37,83%	27,49%
Part des 10 premières licences	42,40%	43,17%	37,69%

1/ Risque lié aux Minimum garantie (MG)

Au cours des trois dernières années, des contrats de licence de marque ont été conclus par LEXIBOOK avec des partenaires tels que Mattel, Walt Disney, Hasbro, Marvel. D'une durée de 3 à 5 ans reconductibles, ils prévoient des montants minima garantis de royalties à verser aux concédants. Le risque lié à ces MG serait de devoir payer des royalties sans atteindre le chiffre d'affaires correspondant et prévu contractuellement.

Ces minima seront atteints pour l'exercice 2013-2014 et devraient l'être également pour les exercices à venir. Les taux de royalties varient traditionnellement de 3% à 17%.

2/ Risque lié à la non reconduction

La non reconduction d'une licence pourrait entraîner une baisse de chiffre d'affaires, toutefois, compte tenu du renouvellement régulier des licences au cours des derniers exercices ce risque ne semble pas significatif. Les licences sont accordées à la fois pour des durées variables, traditionnellement trois à cinq ans, dont les termes sont différents, sur plusieurs familles produits (en moyenne 5 à 10). Le groupe considère que ces éléments, notamment, produisent un effet dilutif sur le risque de dépendance puisque la probabilité de perdre une licence sur la totalité des produits lui semble faible.

Le risque de non renouvellement des licences serait d'avoir en stock des marchandises qui ne seraient plus commercialisables. Au cours des dernières années, les enjeux n'ont pas été significatifs, d'autant plus que les contrats de licence prévoient tous une clause dite de « sell off » permettant de vendre les produits pendant une période de 3 à 12 mois après l'échéance du contrat.

4/ Risque de dépendance

La société n'a pas identifié de risque de dépendance autre que ceux identifiés ci-dessus. Toutefois la perte d'une licence renommée entraînant la perte d'exclusivité de certains produits, cela pourrait entraîner un déréférencement auprès de certains clients et dans l'hypothèse la plus défavorable mettre en péril le renouvellement des autres licences.

L'ensemble des risques liés aux concessions de licences tend à diminuer du fait de la contribution des ventes sous licences de moins en moins importante au CA consolidé annuel et des renouvellements des contrats de licence avec une baisse moyenne des minima garantis de 65 %.

IV42. Risques réglementaires

Compte tenu de l'harmonisation européenne et de la directive R&TTE supprimant les contraintes liées notamment aux casques VHF, il n'y a pas de risque réglementaire existant à ce jour. LEXIBOOK se conforme au règlement CE 1103/97. Il n'existe aucun risque résultant d'une réglementation au 30/09/2013 sur l'ensemble des produits commercialisés par LEXIBOOK.

Tous les produits fabriqués et commercialisés par LEXIBOOK répondent aux normes de compatibilité électromagnétique applicables dans l'Union Européenne. En outre, conformément à la législation en vigueur, le segment spécifique du jouet répond à toutes normes mécaniques, chimiques, électriques et d'inflammabilité, nous garantissant une parfaite sécurité.

IV5. Risques fiscaux

Au mieux de notre connaissance, la société n'est exposée à aucun risque fiscal significatif.

IV6. Risques industriels et risques liés à l'environnement

LEXIBOOK n'est dépendant d'aucun fournisseur en particulier. La société a en permanence la possibilité de recourir à des fabricants différents en cas de besoin ce qui lui permet de réorganiser sa production en quelques semaines. Ce risque est donc pris en compte par l'entreprise.

Environ soixante usines travaillent à la fabrication des produits. Elles sont soumises à des impératifs de qualité, de prix et de délai, dont le défaut est sanctionné par des pénalités.

Ces usines ont été sélectionnées en fonction de leur solidité financière et de leur qualité de production.

Enfin, les usines sont liées à LEXIBOOK par des accords de confidentialité et de non divulgation d'informations et par un accord cadre négocié au cas par cas et précisant les contraintes de respect de qualité, des normes techniques, des prix, des délais et des pénalités éventuelles. Le délai de règlement moyen de ces fournisseurs est de 30 à 90 jours par virement bancaire ou lettre de crédit.

Le risque de composants défectueux, inhérent à l'activité et partagé par tous les autres constructeurs, est maîtrisé grâce à un contrôle exercé directement par LEXIBOOK Hong-Kong sur les usines de fabrication asiatiques ou indirectement, par le biais d'entreprises spécialisées. Ce risque ne s'est jamais traduit par des difficultés significatives au cours des années passées.

Le risque de pénurie de composants n'est pas significatif étant donné la diversité des fournisseurs de Lexibook, sa capacité à anticiper les besoins de ses clients et la possibilité de substituer les composants indisponibles. Il n'y a eu aucune tension sur le marché des composants au cours de l'exercice 2012-2013 dont Lexibook aurait pu subir les effets pervers.

Risques technologiques : LEXIBOOK maîtrise sa recherche et développement ainsi qu'une partie de sa production. En effet, son bureau d'études basé à Hong-Kong est proche des sites de fabrication et assure ainsi un suivi attentif du risque technologique.

Etant donnée la nature de son activité, la société protège ses marques et ne dépose pas de brevets.

Dans le domaine de la propriété industrielle, les logos, les marques LEXIBOOK, LEXIBOOK Junior, YAYE, KIDS PADS, Tablet PC et plus de 100 marques appartenant à la société, sont déposés en France et pour partie en Europe et / ou dans le monde entier. Les protections courent jusqu'en 2013 pour les plus proches à 2024 pour les plus lointaines.

Depuis une dizaine d'année, LEXIBOOK a étendu la protection de ses marques à l'Internet, en procédant à l'enregistrement de principaux noms de domaine correspondant à son portefeuille de marques internationales.

Autres risques particuliers :

Intensification de la pression sur les prix et risque de concurrence

Sur le marché des produits électroniques grand public, l'érosion observée sur les prix de vente s'accompagne d'une érosion de la marge des offreurs.

La réponse consiste à :

- Lancer de nouveaux produits,
- Créer de la valeur ajoutée grâce à de nouvelles fonctionnalités, améliorer le marketing autour des produits,
- Augmenter les ventes et donc nos approvisionnements pour obtenir des conditions d'achats attractives,
- Maintenir nos frais de structure à un plus faible niveau que nos concurrents, qui en raison de leur taille, connaissent des frais fixes incompressibles supérieurs aux nôtres.

Vous trouverez ci-après les informations relatives aux conséquences environnementales de l'activité de la Société :

L'activité de la Société étant essentiellement la vente de produits électroniques, (Jouets, Calculatrices, Tablettes Tactiles, Lecteur Audio CD, etc..), en direct, par l'intermédiaire de grands magasins, de grossistes ou de détaillants, par correspondance, et par voie de commerce électronique, elle n'a aucun impact significatif sur l'environnement. La Société n'est en effet, pas soumise à un risque environnemental lié à des rejets ou stockage de matières dangereuses.

Les services comptables et logistique de la société sont en charge du respect de la réglementation environnementale, et veillent au quotidien à limiter les impacts de la Société sur l'environnement.

Les missions principales liées à l'environnement sont les suivantes :

Organiser la gestion du traitement des déchets (contenants, flux internes et externes)

Organiser le tri sélectif et revaloriser le maximum de déchets

Mettre en place des actions pour diminuer l'impact des activités sur l'environnement

Assurer une veille réglementaire et anticiper sur les nouvelles directives environnementales

Faire le lien avec les éco-organismes français et étranger en charge des filières de recyclage, auxquels la société est adhérente, dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs de déchets.

LEXIBOOK est concernée par les filières de recyclage suivantes :

Les déchets d'emballages,

Les déchets de piles et d'accumulateurs,

Les déchets d'équipements électriques et électroniques.

Les déchets d'emballages :

Le Décret n° 92-377 du 1er Avril 1992 a confié aux conditionneurs la responsabilité de contribuer ou pourvoir à l'élimination des déchets d'emballages qui résultent de la consommation par les ménages de leurs produits.

Les emballages ayant fait l'objet d'une contribution sont en général marqués du point vert.

Pour satisfaire à ses obligations, le Groupe est adhérent de l'éco-organisme ECO-EMBALLAGES pour la France.

Les déchets de piles et d'accumulateurs :

Le Décret n° 92-374 du 12 Mai 1999 a instauré que les producteurs et importateurs de piles, d'accumulateurs et d'appareils qui en contiennent, doivent organiser après usage, la collecte, le recyclage et l'élimination des produits commercialisés.

Les piles et les accumulateurs sont en général pourvus du symbole de la poubelle barrée.

Pour satisfaire à ses obligations, le Groupe est adhérent de l'éco-organisme SCRELEC pour la France.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques :

Selon le Décret n° 2005-289 du 20 Juillet 2005, les producteurs de matériel électrique et électronique sont tenus d'organiser et de financer la récupération et le recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques, officiellement en France depuis le 15 novembre 2006.

Afin de remplir à cette obligation, la Société a choisi de cotiser auprès de la société ERP France, éco-organisme agréé.

IV7. Risques clients

Le délai de paiement moyen est de 60 jours. La société souscrit une assurance-crédit sur pratiquement tous ses clients, à hauteur de 60 à 75 % de la créance TTC selon qu'il s'agisse de clients dénommés (c'est-à-dire signalés et pour lesquels une autorisation a été demandée) ou non dénommés.

Les principaux clients sont les enseignes majeures de la grande distribution et de la distribution spécialisée. Ces enseignes ne présentent pas de risque de solvabilité.

16,6 % du chiffre d'affaires est réalisé avec le 1^{er} client et 10,3 % avec le deuxième client. Le tableau ci-dessous montre la répartition entre les autres acteurs et souligne la limitation du risque de dépendance clients. Il n'en reste pas moins que dans un marché relativement concentré, la perte d'un des principaux clients de la Société pourrait entraîner une baisse de son chiffre d'affaires, si la Société n'était pas en mesure d'attirer de nouveaux clients. De plus, même si la Société parvenait à attirer de nouveaux clients, ceux-ci pourraient ne pas avoir besoin du même niveau de produits que les clients perdus ou pourraient demander des conditions de paiement différentes.

Le tableau suivant indique la concentration de la clientèle au cours des trois derniers exercices.

	Au 30/09/13				Au 30/09/12				Au 30/09/11			
	CA HT	% CA	CA CUMULE	CA % CUMULE	CA HT	% CA	CA CUMULE	CA % CUMULE	CA HT	% CA	CA CUMULE	CA % CUMULE
Client 1	2 908 562	16,57%	2 908 562	16,57%	1 966 230	8,68%	1 966 230	10,71%	5 634 297	24,87%	5 634 297	24,87%
Client 2	1 816 381	10,35%	4 724 943	26,92%	1 535 354	6,78%	3 501 584	19,08%	2 132 605	9,41%	7 766 902	34,28%
Client 3	1 417 261	8,08%	6 142 204	35,00%	1 441 868	6,36%	4 943 452	26,94%	1 318 537	5,82%	9 085 439	40,10%
Client 4	1 061 437	6,05%	7 203 641	41,05%	1 367 901	6,04%	6 311 353	34,39%	1 226 487	5,41%	10 311 926	45,52%
Client 5	981 641	5,59%	8 185 282	46,64%	1 241 874	5,48%	7 553 227	41,16%	1 104 360	4,87%	11 416 286	50,39%
Client 6	787 040	4,48%	8 972 321	51,12%	1 238 638	5,47%	8 791 865	47,90%	923 849	4,08%	12 340 135	54,47%
Client 7	631 649	3,60%	9 603 971	54,72%	841 904	3,72%	9 633 769	52,49%	724 553	3,20%	13 064 688	57,67%
Client 8	521 378	2,97%	10 125 348	57,69%	440 505	1,94%	10 074 274	54,89%	639 168	2,82%	13 703 856	60,49%
Client 9	497 793	2,84%	10 623 142	60,53%	412 884	1,82%	10 487 158	57,14%	557 355	2,46%	14 261 211	62,95%
Client 10	477 034	2,72%	11 100 176	63,25%	376 474	1,66%	10 863 632	59,19%	544 246	2,40%	14 805 457	65,35%
Clients autres	6 450 177	36,75%	17 550 353	100,00%	7 489 358	33,06%	18 352 990	100,00%	7 849 982	34,65%	22 655 439	100,00%
TOTAL	17 550 353	100,00%	17 550 353	100,00%	18 352 990	100,00%	18 352 990	100,00%	22 655 439	100,00%	22 655 439	100,00%

IV8. Risques liés aux stocks

Le stock net au 30 septembre 2013 représente 13,4 M€ contre 9,7 M€ au 31 mars 2013 et 12 M€ au 30 septembre 2012. Le stock est centralisé et géré à Anvers.

La société est exposée à un risque de rupture de stock et de surstock, dans le cas d'une demande réelle non conforme aux prévisions. Dans l'éventualité où les produits de la société viendraient à ne plus être disponibles du fait d'une rupture de stock, sa réputation pourrait en être altérée, ce qui pourrait nuire à ses efforts commerciaux. Dans l'éventualité où les produits de la société viendraient à ne pas s'écouler de manière satisfaisante, la société pourrait alors avoir à concéder des baisses de prix significatives.

Afin de réduire ce risque, la société :

- Utilise un système d'information pour passer ses commandes et gérer les stocks.
- Passe des commandes auprès de ses fournisseurs, soit lorsqu'il dispose de commandes fermes, soit à minima aux vues de l'historique de chaque client et de ses intentions d'achat exprimés en début d'année lors des salons professionnels à Hong Kong.

Enfin, la société a souscrit une assurance multirisque couvrant les pertes sur stock ainsi que la perte d'exploitation liée.

Dans l'éventualité où les commandes réelles seraient supérieures aux prévisions et aux approvisionnements, Lexibook pourrait être amené à expédier les marchandises en rupture par avion et par camions en express, ce qui pourrait occasionner des frais sur achats significatifs, venant directement impacter la marge. Dans l'éventualité où Lexibook ne pourrait pas livrer ces marchandises même en recourant au transport aérien, le Groupe serait confronté à un manque à gagner et éventuellement à des pénalités de retard ou de non-livraison de ses clients. Lexibook ayant connaissance des commandes ou des prévisions de commandes de ses clients plusieurs mois à l'avance, ce risque est néanmoins faible.

IV9. Risques liés au transport

LEXIBOOK, lorsqu'elle vend en NON FOB a la responsabilité du transport depuis les pays où elle fait fabriquer vers son entrepôt d'Anvers, puis vers ses marchés de distribution. La société a recouru à différents transporteurs et moyens de transport (mer et air) et a souscrit une assurance transport.

IV10. Risque de saisonnalité

Dans le secteur des jouets, plus de 65% de l'activité est généralement générée sur une période courte entre le mois d'août et le mois de novembre. Cela nécessite une bonne planification, entraîne des pics de trésorerie et rend plus difficile la visibilité sur les résultats dans les trois derniers mois de l'exercice.

Ce risque étant une donnée de son marché, Lexibook met en place des actions pour sécuriser cette pointe d'activité, notamment en suivant les délais d'approvisionnement et en négociant avec ses partenaires bancaires des lignes de financement supplémentaires sur cette période.

IV11. Risques liés aux impôts différés

Au 30 septembre 2013 les impôts différés sont activés dans les comptes pour 1.102 M€ contre 1.046 M€ au 31 mars 2013.

La justification du maintien de l'activation des impôts différés résulte à la fois du fait qu'il n'y ait pas de date d'expiration quant à l'utilisation des déficits reportables activés. LEXIBOOK pense raisonnablement absorber ses déficits reportables dans un délai raisonnable.

Si les résultats futurs ne permettaient pas d'absorber ces résultats de manière favorable, LEXIBOOK serait amené à devoir réduire le montant des impôts différés activés.

IV12. Assurance - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus

L'entreprise dispose d'assurances pour l'ensemble des risques généraux inhérents à l'exercice de son activité. La société a notamment une assurance multirisque professionnelle - qui couvre les risques d'incendie (à hauteur de 2 717 256 € par sinistre), les frais supplémentaires d'exploitation (à hauteur de 450 000 € par sinistre), le vol (à hauteur de 38 000 €) - une assurance responsabilité civile de l'entreprise couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels confondus (à hauteur de 9 125 846 € par sinistre) , une assurance stocks (à hauteur de 6 millions d'euros par sinistre) et marchandises transportées (à hauteur de 914 695 € par transport), une assurance risque clients (France et export), une assurance hommes clefs (en cas de décès de Aymeric ou Emmanuel LE COTTIER, la société Lexibook percevra 805 000 euros individuellement) et une assurance du parc automobile. Les risques susceptibles d'être encourus ont été objectivement appréciés et bénéficient d'une couverture appropriée. Au titre du premier semestre 2013/2014 les primes relatives à toutes ces assurances se sont élevées à 148 256 € pour l'ensemble du groupe Lexibook.

IV13. Risques résultant de l'exercice par la société de son activité

Le groupe Lexibook poursuit une politique sociale résolue dans le cadre des législations nationales encadrant ses filiales. Il s'interdit notamment de recourir au travail dissimulé et plus généralement s'engage à respecter l'ensemble de ses obligations définies dans le code du travail.

Il s'engage à respecter la Convention des Nations Unies sur le droit de l'enfant et les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail et notamment à ne pas recourir à de la main d'œuvre infantile ou forcée et est attentif à ce que ses sous-traitants en Asie respectent eux-mêmes ces obligations.

Le groupe est conscient des difficultés liées à l'augmentation des déchets ménagers et fait la promotion d'emballages en matériaux recyclable autant que cela est commercialement possible. La société a adhéré à des organismes permettant la collecte et le recyclage des déchets d'origine électronique selon les dispositions de la directive DEEE.

IV14. Risque liés au secteur d'activité de la Société

La Société doit s'attendre à ce que la concurrence s'adapte rapidement en termes d'offre et de prix et modifie les conditions d'offre et d'attractivité des produits. Le marché sur lequel la Société évolue est actuellement en mutation.

La Société est en concurrence avec un certain nombre d'entreprises, cotées ou non, sur les lignes de produit qu'elle développe. Il est possible que des concurrents actuels ou de nouveaux concurrents apparaissent sur chacune des lignes de produits développés par la Société. En effet le concept, jadis précurseur, de convergence des médias devient chaque jour une réalité économique et industrielle plus forte. Cette convergence risque d'affecter très sensiblement l'environnement concurrentiel de la Société.

Les principaux concurrents de LEXIBOOK sont des acteurs majeurs de l'électronique grand public : Apple, Creative Technologies, Microsoft, Samsung, Sony, Nokia, LG, Archos, ... Les concurrents de la Société interviennent à la fois sur leur marché local ainsi que sur le marché international.

De ce fait certains concurrents disposent, en comparaison avec la Société, d'une plus longue durée d'exploitation, de ressources techniques significativement plus élevées, d'une plus grande reconnaissance de marque, offre de produits et nombre de consommateurs ainsi que de relations établies de longue date avec les clients, présents ou potentiels de la Société, ce qui est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats et la situation financière de la Société.

En outre, certains fabricants disposent d'une taille et d'une puissance financière beaucoup plus importantes que celles de LEXIBOOK et il ne peut être exclu que ces intervenants profitent de cette supériorité et de leur connaissance du secteur pour tenter d'établir des positions concurrentielles fortes sur les segments de marchés qui leur sembleront les plus porteurs.

Dans tous ces cas, il est probable que les offres développées par ces acteurs créeraient une concurrence significative pour la Société.

Compte tenu de ce contexte, la Société ne peut assurer qu'elle conservera ou augmentera à l'avenir sa part de marché actuelle

IV15. Faits exceptionnels et litiges

Le Groupe est susceptible d'être, impliqué dans un certain nombre de procédures juridictionnelles dans le cours normal de ses activités. Le Groupe ne peut notamment pas garantir que certains de ses clients ne seront pas confrontés à des problèmes de qualité avec ses produits. En cas de dysfonctionnement des produits commercialisés par la Société, la responsabilité délictuelle ou contractuelle de la Société pourrait être engagée. Des dommages et intérêts pourraient être demandés dans le cadre de ces procédures.

Il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou litiges pouvant avoir ou ayant eu, dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société et de ses filiales

V. DESCRIPTION DU MARCHE ET DES ACTIVITES DE LA SOCIETE

V1. Principales activités

La société LEXIBOOK conçoit et commercialise une gamme complète de produits électroniques de loisirs sous marque propre et licences, comme par exemple des ordinateurs ou tablettes éducatives, des jeux scientifiques, des jeux interactifs, des produits audio et vidéo, ...

V11. Stratégie

Lors de son introduction en bourse la société avait présenté un plan de développement qui reposait principalement sur trois axes stratégiques:

- La poursuite du développement en France,
- Le développement des ventes à l'international,
- Le développement de nouveaux produits.

Ces objectifs ont été globalement atteints. Ils demeurent des axes de développement importants pour l'avenir.

Fort de son succès en France et pour profiter de ses atouts technologiques, LEXIBOOK décidait d'étendre ses ventes à l'export et de s'intéresser au marché du jouet en rachetant en 1998 les sociétés ITMC France et SPACE TOYS Hongkong.

Aux objectifs initiaux sont venus s'ajouter récemment les objectifs suivants :

- Assurer l'évolution des gammes vers l'électronique de loisir,
- Nouer et pérenniser des accords de licences majeurs qui sont négociés au niveau du groupe et qui sont assortis de minimums garantis qui peuvent être décaissés à la signature du contrat ou au fur et à mesure de la réalisation du chiffre d'affaires, en fonction des contrats,
- Continuer la prospection et le développement commercial sur de nombreux territoires,
- Optimiser sa chaîne de distribution.

L'innovation technologique

- Lancer des produits nomades à prix modéré, connectables à Internet et utilisant les ordinateurs personnels, les tablettes pour enfants.
- Intégrer au catalogue de plus en plus de produits d'électronique de loisirs au design séduisant et adapté à chaque cible en termes de fonctionnalités.
- Permettre aux utilisateurs des produits LEXIBOOK d'accéder à la technologie sans efforts et de profiter pleinement des progrès technique en toute simplicité.
- Intégrer toutes les dernières technologies développées au sein des produits Lexibook dans les jouets Lexibook Junior.
- Développer des contenus pédagogiques toujours plus performants et adaptés aux différents âges des enfants.

Développement des ventes à l'international :

- Répliquer le succès français sur les pays européens tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne mais aussi les Etats-Unis.
- En augmentant ses investissements de prospection et de publicité sur chacun de ses pays

V12. Recherche & Développement

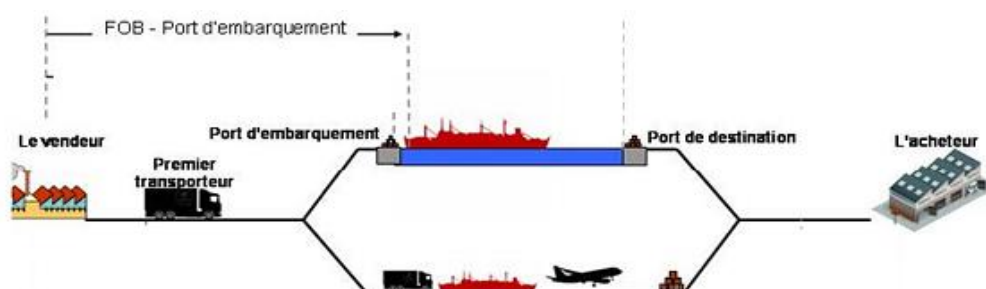
LEXIBOOK dispose d'une équipe de recherche et développement localisée à Hong Kong. Il s'agit d'un dispositif essentiel de la valeur ajoutée de la Société qui concentre ses efforts sur le développement régulier de produits.

Cette équipe prend en charge la conception complète du produit, depuis le design, la rédaction du cahier des charges jusqu'à la fabrication des moules nécessaires à la fabrication. Elle s'assure en particulier de la bonne adaptation des nouvelles technologies aux produits destinés aux enfants.

V13. Canaux de distribution : FOB / NON FOB

FOB : Free On Board :

Le vendeur (exportateur) est responsable de livrer la marchandise depuis son entreprise et de la charger à bord du navire au port d'exportation. Il est également responsable du dédouanement dans le pays d'exportation. Dès que la marchandise passe la " passerelle du navire " le " risque de perte " est transféré à l'acheteur (importateur). A partir de cet instant, l'acheteur doit assumer les coûts de transport et assurance, et doit également prendre en charge les formalités de dédouanement dans le pays d'importation. Une transaction FOB sera lue " FOB, port d'exportation "(dans le cas de LEXIBOOK ; FOB Hong Kong)

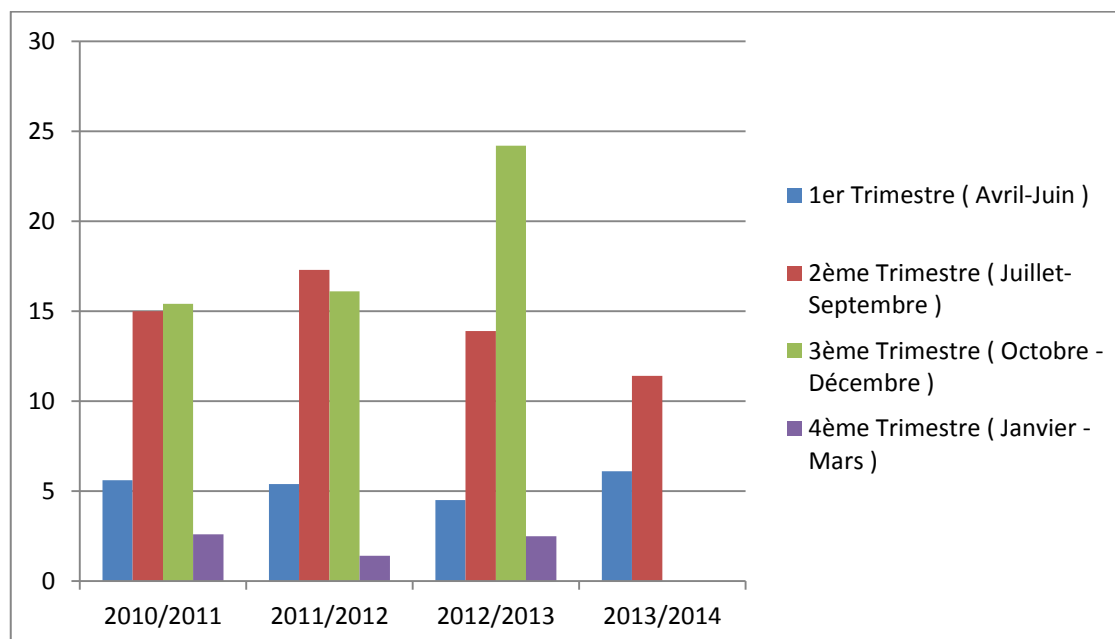


Depuis le 30 septembre 2010, l'information financière du groupe LEXIBOOK est donnée par rapport à ses deux canaux de distribution que sont la vente FOB et la vente non FOB. Cette répartition est celle utilisée par le Reporting interne de la société.

Cette information correspond non seulement à un circuit de distribution, mais aussi au chiffre d'affaires réalisé par les deux sociétés composant aujourd'hui le groupe LEXIBOOK : LEXIBOOK SA en France et LEXIBOOK LTD à Hong Kong. Le chiffre d'affaires de cette dernière est réalisé en FOB et celui de LEXIBOOK SA sur une base de facturation domestique (NON FOB).

Depuis Mars 2010, LEXIBOOK, qui distribuait ses produits par le biais de filiales implantées dans les principaux pays européens a choisi de se réorganiser autour de partenaires locaux assurant la distribution afin de réduire ses charges d'une part et de réduire son encours client d'autre part.

Le graphique suivant montre le chiffre d'affaires trimestriel sur les trois derniers exercices :



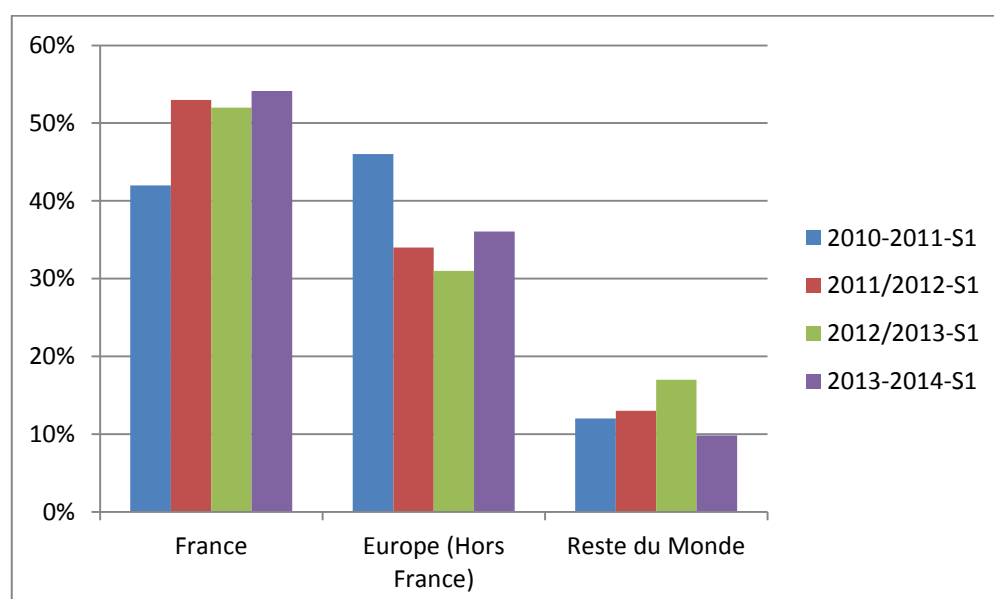
Lorsque cela est possible et que l'environnement y est plus favorable, Le groupe essaye de développer le canal de distribution FOB qui a les avantages suivants :

1/ Logistique et Stock : La marchandise étant cédée à l'embarquement, le groupe réduit ses frais de transport, assurance, stock et manutention.

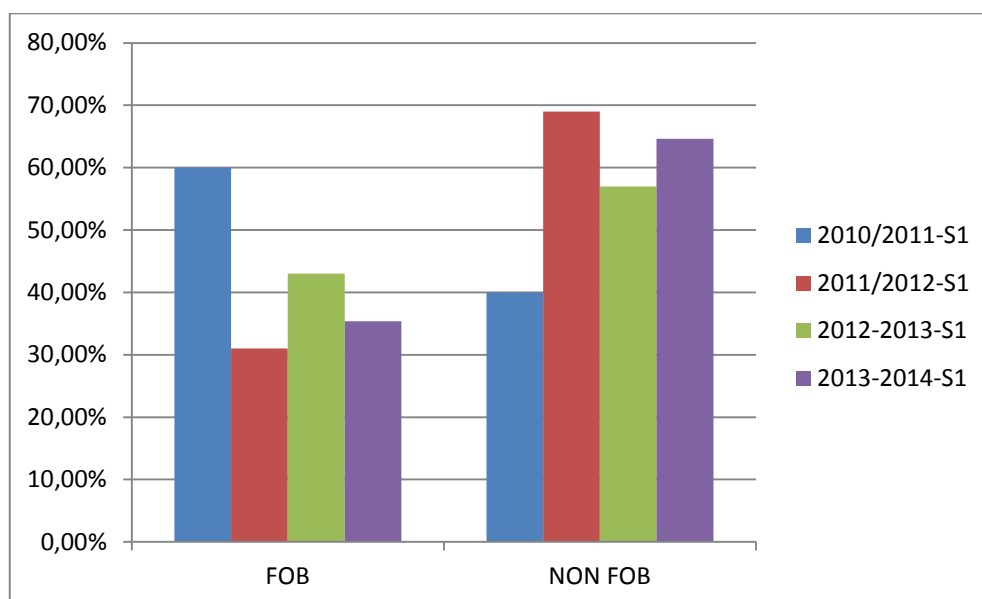
2/ Financement : Les clients ouvrent directement des lettres de crédit auprès de LEXIBOOK LTD dont l'échéance est celle du transfert de propriété, ce qui réduit le délai d'encours du poste client et facilite le financement des achats correspondants auprès des usines. De plus, les clients FOB ne sont pas affacturés et leurs créances n'ont pas besoin d'être couvertes, ces dernières étant libellées en dollar US.

Evolution du chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices (par lieu de destination)

Répartition France / Europe (hors France) / Reste du monde en millions d'euros



Répartition du chiffre d'affaires par canal de distribution (en %)



VI. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

VII. Situation financière des comptes semestriels au 30 septembre 2013, 2012 et 2011

VII1. Situation financière – bilan simplifié : 1^{er} semestre 2013-2014 / 2012-2013

En Euros	30 SEPTEMBRE 2012	30 SEPTEMBRE 2013	Var
Actifs courants	36 526 409	33 790 596	-7%
Actifs destinés à être cédés	128 607	5 659	-96%
Actifs non courants	4 276 215	5 181 128	21%
TOTAL ACTIF	40 931 231	38 977 383	-5%
Dettes courantes	31 041 760	29 010 456	-7%
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	161 664	2 411	-99%
Dettes non courantes	3 100 532	3 357 145	8%
Capitaux propres	6 627 275	6 607 371	0%
TOTAL DETTES ET CAPITAUX PROPRES	40 931 231	38 977 383	-5%

Les fonds propres sont stables à 6,6 M€. Le Groupe a aussi obtenu 0,6 M€ de BPI France dans le cadre d'un Prêt Pour l'Innovation.

La baisse du total bilan est la conséquence de la saisonnalité encore plus marquée cette saison avec la livraison des nouveautés qui interviendra principalement sur le dernier trimestre civil.

Les actifs et passif destinés à être cédés concernent les filiales en cours de fermeture (Allemagne et Portugal) suivant le retraitement IFRS 5.

111. Situation financière – bilan simplifié : 1^{er} semestre 2012-2013 / 2011-2012

En Euros	30 SEPTEMBRE 2011	30 SEPTEMBRE 2012	Var
Actifs courants	40 350 471	36 526 409	-9%
Actifs destinés à être cédés	300 856	128 607	-57%
Actifs non courants	5 465 101	4 276 215	-22%
TOTAL ACTIF	46 116 428	40 931 231	-11%
Dettes courantes	35 890 042	31 041 760	-14%
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	500 512	161 664	-68%
Dettes non courantes	4 361 398	3 100 532	-29%
Capitaux propres	5 364 476	6 627 275	24%
TOTAL DETTES ET CAPITAUX PROPRES	46 116 428	40 931 231	-11%

Les fonds propres augmentent de 1.3 M€ grâce au résultat semestriel. Le Groupe a aussi obtenu 1 M€ d'OSEO dans le cadre d'un Contrat de Développement Participatif.

La baisse du total bilan est la conséquence de celle des postes clients (facturation domestique moins élevée cette année en raison des livraisons des nouvelles tablettes qui interviendront principalement sur le dernier trimestre civil.

Les actifs et passif destinés à être cédés concernent les filiales en cours de fermeture (Allemagne, Angleterre, Italie et Portugal) suivant le retraitement IFRS 5.

12. Compte de résultat arrêté au 30 septembre 2013, 2012 et 2011

121. Compte de résultat – exercices 2013-2014 / 2012-2013

Balance Compte de Résultat	30 SEPTEMBRE 2012	%	30 SEPTEMBRE 2013	%
Chiffre d'affaires	18 352 990		17 550 353	
Marge Brute	8 571 320	46,7%	8 174 131	46,6%
Résultat d'exploitation	1 629 996	8,9%	613 164	3,5%
Résultat financier	144 432	0,8%	-247 544	-1,4%
Resultat courant avant éléments exceptionnels et impôts	1 774 428		365 620	
Résultat non courant		0,0%		0,0%
Résultat avant impôts	1 774 428		365 620	
Résultat des activités cédées	77 952		-2 851	
Résultat Net	1 506 202	8,2%	324 717	1,9%

Le chiffre d'affaire est stable autour de 18 M€ malgré le lancement des nouveautés qui intervient principalement sur le dernier trimestre civil, la marge est également stable.

Le niveau de résultat d'exploitation reste à un bon niveau compte tenu d'une contribution de marge inférieure en valeur mais stable en pourcentage, d'investissements publicitaires en croissance (participations salons et début de notre nouvelle campagne de PUB TV) et d'un renforcement des équipes de R&D afin de proposer des produits toujours plus innovants avec un contenu pédagogique et ludique novateur.

Le résultat financier est en baisse de 0.4 M€ essentiellement du fait d'une dépréciation de l'USD face à l'Euro.

I11. Compte de résultat – exercices 2012-2013 / 2011-2012

Balance Compte de Résultat	30 SEPTEMBRE 2011	%	30 SEPTEMBRE 2012	%
Chiffre d'affaires	22 655 439		18 352 990	
Marge Brute	10 737 971	47,4%	8 571 320	46,7%
Résultat d'exploitation	2 540 086	11,2%	1 629 996	8,9%
Résultat financier	-362 751	-1,6%	144 432	0,8%
Resultat courant avant éléments exceptionnels et impôts	2 177 335		1 774 428	
Résultat non courant		0,0%		0,0%
Résultat avant impôts	2 177 335		1 774 428	
Résultat des activités cédées	-23 763		77 952	
Résultat Net	1 702 981	7,5%	1 506 202	8,2%

Le chiffre d'affaire a baissé du fait de la livraison des nouvelles tablettes principalement sur le dernier trimestre civil alors que le Groupe avait facturé 40 000 pièces en septembre 2011.

Le poids du résultat d'exploitation reste à un bon niveau malgré des investissements publicitaires plus élevés (Salons et PUB TV) et un renforcement des équipes commerciales.

Le résultat financier s'apprécie de 0.5 M€ dont 0.4 M€ sur le change et 0.1 M€ sur les charges d'intérêts du fait du désendettement du groupe.

VII. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

VIII. Comptes semestriels au 30 septembre 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 septembre 2013

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Lexibook Linguistic Electronic System, relatifs à la période du 1er avril au 30 septembre 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- Les « faits marquants » de l'exercice et notamment sur l'engagement des actionnaires majoritaires à maintenir les fonds propres consolidés à 6,0 M€ d'ici le 31 décembre 2013. Au 30 septembre 2013, ceux-ci s'élèvent à 6,6 M€ et à 8,2 M€, en y incluant le Crédit de Développement Participatif d'OSEO pour 1,0 M€ ainsi que le Prêt pour Innovation de BPI France pour 0,6 M€, assimilés à des quasi-fonds propres dans le cadre de l'accord de conciliation.
- la note 1.2 de l'annexe, qui expose les raisons pour lesquelles le principe de continuité d'exploitation a été appliqué, dans la mesure de l'accord de conciliation du 26 avril 2010, complété par les accords du 4 janvier 2011, du 16 décembre 2011 et du 23 janvier 2013, et les prévisions de trésorerie du groupe sont

compatibles et permettent d'assurer la continuité des financements nécessaires au fonctionnement normal de la société.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris et à Courbevoie, le 14 novembre 2013

Les commissaires aux comptes

C et V AUDIT ET ASSOCIES

Mazars

GEORGES DE BONDY

SERGE CASTILLON

VII11. Bilan consolidé pour le semestre arrêté au 30 septembre 2013

En Euros	Notes	30 SEPTEMBRE 2013	30 SEPTEMBRE 2012	30 SEPTEMBRE 2011	31 MARS 2013
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	2 869 223	6 097 428	5 323 974	1 319 575
Créances d'exploitation	9	16 671 799	17 861 603	22 643 110	15 369 647
Instruments financiers dérivés	26	0	24 794	202 137	133 938
Stocks	8	13 457 415	12 021 414	11 334 557	9 672 369
Autres créances d'exploitation	10	792 159	521 170	846 693	742 668
Actifs courants		33 790 596	36 526 409	40 350 471	27 238 197
Actifs destinés à être cédés					
		5 659	128 607	300 856	28 423
Actifs non courants					
Immobilisations incorporelles	5	3 602 739	3 014 978	4 007 635	4 106 210
Immobilisations corporelles	6	222 777	240 698	310 290	186 669
Immobilisations financières	7	205 950	165 453	120 695	173 375
Impôt différé actif		1 149 662	855 086	1 026 481	1 097 700
Actifs non courants		5 181 128	4 276 215	5 465 101	5 563 954
TOTAL ACTIF		38 977 383	40 931 231	46 116 428	32 830 574
Dettes courantes					
Concours bancaires courants	14	8 035 021	10 218 892	6 407 149	4 990 433
Dettes financières - Part courante	14	4 961 947	5 320 624	9 789 893	7 241 535
Dettes d'exploitation	17	14 245 842	13 340 014	17 324 298	9 051 833
Dettes d'impôt société	20	24 511	113 317	19 584	0
Provisions - Part courante	16	0	0	0	0
Instruments financiers dérivés	26	98 154	0	0	0
Autres dettes d'exploitation	17	1 644 981	2 048 913	2 349 118	1 984 668
Dettes courantes		29 010 456	31 041 760	35 890 042	23 268 469
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés					
		2 411	161 664	500 512	19 283
Passifs non courants					
Dettes financières - Part non courante	14	2 585 933	2 715 589	3 115 385	2 348 770
Impôt différé passif	20	47 469	126 721	159 334	51 757
Provisions - Part non courante	15/16	78 080	57 238	137 792	73 964
Autres dettes non courantes	17	645 663	200 984	948 887	699 271
Dettes non courantes		3 357 145	3 100 532	4 361 398	3 173 762
Total des dettes courantes et non courantes		32 367 601	34 142 292	40 251 440	26 442 231
Capitaux propres					
Capital	12	2 020 506	2 020 506	1 921 044	2 020 506
Réserves et report à nouveau		4 294 489	3 244 810	1 850 798	3 333 442
Ecart de conversion		-32 341	-144 243	-110 347	-32 341
Résultat de l'exercice	13	324 717	1 506 202	1 702 981	1 047 453
Capitaux propres		6 607 371	6 627 275	5 364 476	6 369 060
TOTAL DETTES ET CAPITAUX PROPRES		38 977 383	40 931 231	46 116 428	32 830 574

VII12. Compte de résultat consolidé arrêté au 30 septembre 2013

En Euros	30 SEPTEMBRE 2013 6 MOIS	30 SEPTEMBRE 2012 6 MOIS	30 SEPTEMBRE 2011 6 MOIS	31 MARS 2013
Chiffre d'affaires net	17 550 353	18 352 990	22 655 439	45 112 660
Autres produits courants	285 311	221 779	165 450	387 133
Produits d'exploitation (I)	17 835 664	18 574 769	22 820 889	45 499 793
Coûts d'achat des produits vendus	-9 376 222	-9 781 670	-11 917 468	-26 047 752
Dépenses de personnel	-2 822 788	-2 633 683	-2 132 880	-5 663 707
Services Extérieurs	-3 867 153	-3 283 642	-4 016 004	-9 548 417
Taxes (hors impôt société)	-107 372	-122 908	-103 900	-242 487
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-872 034	-847 844	-1 545 194	-1 853 956
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	48 349	56 454	-89 663	-126 936
Autres produits et charges d'exploitation	-225 280	-331 480	-475 694	-869 259
Charges d'exploitation (II)	-17 222 500	-16 944 773	-20 280 803	-44 352 514
Résultat d'exploitation (III = I + II)	613 164	1 629 996	2 540 086	1 147 279
Coût de l'endettement net	-235 237	-207 487	-297 161	-478 239
Autres produits et charges financiers	46 800	319 250	-521 804	212 259
Autres (pertes) / profits nets	-59 107	32 669	456 214	61 035
Dotations et reprises aux provisions financières	0			0
Résultat financier (IV)	-247 544	144 432	-362 751	-204 945
Résultat Courant avant impôt (V = III + IV)	365 620	1 774 428	2 177 335	942 334
Impôt sur le résultat	-38 052	-346 178	-450 591	133 901
Produits (charges) des activités abandonnées	-2 851	77 952	-23 763	-28 782
Résultat net	324 717	1 506 202	1 702 981	1 047 453
Résultat net de base par action	0,08	0,37	0,44	0,26
Résultat net dilué par action	0,08	0,37	0,44	0,26
Résultat net de base par action hors activités abandonnées	0,08	0,36	0,45	0,27
Résultat net dilué par action hors activités abandonnées	0,08	0,35	0,45	0,27

Produits et charges comptabilisés sur capitaux propres - Eléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net.				
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt	38 997		165 976	53 853
Variation des écarts de conversion	-115 329	-144 243	-110 347	-32 341
Résultat global	248 385	1 361 959	1 758 610	1 068 965

VII13. Tableau de variation des capitaux propres arrêté au 30 septembre 2013

En Euros	Capital souscrit	Prime d'émission	Autres Réserves	Stocks options	E.O.C.A.	Ecarts de conversion	Auto détention	Couverture de flux de trésorerie net d'impôt	Résultat de l'exercice	TOTAL CAPITAUX PROPRES
31 MARS 2012	2 020 507	1 923 039	1 139 149	39 780	13 689	-859 776	-19 651	0	1 037 110	5 293 847
Affectation du résultat			1 037 110						-1 037 110	0
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt								53 853		53 853
Variation de périmètre			1 481							1 481
Autocontrôle							4 767			4 767
Variation des écarts de conversion						-32 341				-32 341
Résultat de l'exercice									1 047 453	1 047 453
31 MARS 2013	2 020 507	1 923 039	2 177 740	39 780	13 689	-892 117	-14 884	53 853	1 047 453	6 369 060
Affectation du résultat			1 047 453						-1 047 453	0
Couverture de flux de trésorerie net d'impôt								-115 329		-115 329
Autocontrôle							-10 074			-10 074
Variation des écarts de conversion						38 997				38 997
Résultat de l'exercice									324 717	324 717
30 SEPTEMBRE 2013	2 020 507	1 923 039	3 225 193	39 780	13 689	-853 120	-24 958	-61 476	324 717	6 607 371

Au sens du protocole signé avec nos partenaires bancaires, le CDP et le PPI d'OSEO sont assimilés à des quasi fonds propres. Les capitaux propres du Groupe se monteraient alors à 8 207 371 euros.

VII14. Tableau consolidé des flux de trésorerie arrêté au 30 septembre 2013

En euros	CONSO 30/09/2013	CONSO 31/03/2013	CONSO 30/09/2012
FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION			
Résultat net part du groupe	324 717	1 047 453	1 506 202
Résultat net	324 717	1 047 453	1 506 202
Amortissement des écarts d'acquisition	0	0	0
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	872 034	1 853 956	847 844
(Diminution) augmentation des provisions risques et charges	0	0	0
Impôts différés	-2 842	-91 306	262 993
Charges liées aux opérations sur capital	0	0	0
(Gains) pertes nettes sur cessions d'immobilisations	0	0	0
Instruments financiers	59 107	-61 035	-32 669
Charges et produits financiers	29 213	51 301	25 799
Redevances IAS 17	-23 193	-92 772	-46 386
Licences royalties	-629 587	-1 345 777	-440 341
Gains et pertes de change - Opérations non dénouées	350 256	192 843	-471 538
Mali de liquidation	0	0	0
Marge brute d'autofinancement	979 705	1 554 663	1 651 904
Variation des éléments du fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des stocks	-3 785 046	-3 672 091	-6 021 136
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	-2 309 250	-6 531 566	-9 367 101
(Augmentation) diminution des avances et acomptes fournisseurs	1 949 798	-2 282 622	-868 167
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants	-992 191	207 305	-642 073
(Diminution) augmentation des provisions court terme et long terme	4 116	16 115	-611
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs	5 191 831	2 356 563	7 399 609
(Diminution) augmentation des autres passifs circulants	110 229	461 992	31 838
Actifs et passifs des activités abandonnées	5 892	-49 768	-7 571
Pertes et gains de change sur éléments du bfr	-175 272	-399 779	297 091
Impôts différés	0	-130 715	-8 417
Variation des éléments du fonds de roulement	107	-10 024 566	-9 186 538
Flux de trésorerie d'exploitation	979 812	-8 469 903	-7 534 634
FLUX D'INVESTISSEMENTS	=====	=====	=====
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-153 434	0	-228 732
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	-707 872	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-94 237	0	-55 300
Acquisitions d'immobilisations financières	-32 575	-58 950	-51 028
Cession d'immobilisations financières	0	0	0
Flux de trésorerie d'investissements	-280 246	-835 425	-335 060
FLUX DE FINANCEMENT	=====	=====	=====
Augmentation des dettes court terme	0	5 073 972	3 106 995
Remboursement des dettes court terme	-2 256 445	0	0
Augmentation des dettes long terme	208 000	1 000 000	1 000 000
Remboursement des dettes long terme	0	-784 000	-391 999
- augmentation de capital	0	0	0
- réduction du capital et autocontrôle	0	0	0
Flux de trésorerie de financement	-2 048 445	5 289 972	3 714 996
Effet de change	-135 987	243 574	-27 945
Comptabilité de couverture	0	0	0
Variation de périmètre	0	1 481	0
Emprunt Obligataire convertible en actions	0	-4 532	-42 796
Réduction de Capital et Autocontrôle	-10 074	0	0
Variation de trésorerie de la période	-1 494 940	-3 774 833	-4 225 439
Trésorerie d'ouverture	-3 670 859	103 974	103 974
Trésorerie de clôture	-5 165 799	-3 670 859	-4 121 464

VII15. Annexes aux comptes consolidés arrêté au 30 septembre 2013

Faits marquants de l'exercice

1. Chiffre d'affaires et marge :

Le chiffre d'affaires du Groupe au 30 Septembre 2013 est stable autour de 18 M€ (17,5 M€ au 30 septembre 2012 contre 18,3 M€ au 30 septembre 2012). L'exercice 2013/2014 est encore plus marqué par une forte saisonnalité que les exercices précédents avec les livraisons de nombreuses nouveautés sur le dernier trimestre civil.

La marge brute est stable en pourcentage (46.6%) malgré quelques opérations de déstockages « compensées » par une appréciation de l'EUR face à l'USD (Chiffre d'affaires moins coût d'achat des marchandises vendues divisé par CA).

2. Résultat d'exploitation :

Le niveau de résultat d'exploitation au 30 septembre 2013 est de 3,5 % contre 8,9 % au 30 septembre 2012.

Cette variation est liée essentiellement à une plus faible contribution de la marge en valeur mais stable en pourcentage, à des investissements publicitaires (PUB TV et salons internationaux du jouet et de l'électronique grand public), et au renforcement des équipes de R&D pour pouvoir proposer de nouveaux produits toujours plus innovants.

3. Résultat financier :

Le résultat financier, en baisse de 0,4 M€, du fait d'une appréciation de l'euro face au dollar US ;

Le niveau de charges financières est comparable à celui du semestre précédent.

Dans ce contexte, le bénéfice net consolidé au 30 septembre 2013 s'élève à 0,3 M€.

4. Bilan :

Le résultat de l'exercice permet aux fonds propres de se porter à 6,6 M€ au 30 septembre 2013 contre 6,4 M€ au 31 mars 2013

L'obtention du Prêt Pour l'Innovation (PPI) de BPI France pour 0,6 M€ est assimilé à des quasi fonds propres dans le cadre de l'accord de conciliation.

Au regard du protocole signé avec les banques, les fonds propres ou quasi fonds propres devront être maintenus à 6M€ au 31/12/2013, incluant le résultat des neuf premiers mois de l'année 2013/2014.

Cet objectif est largement atteint au 30 septembre 2013 (8,2 M€ en incluant le CDP et le PPI) et le sera également au 31/12/2013.

L'endettement net apparent est de 12,7 M€ au 30 septembre 2013, contre 12,2 M€ au 30 septembre 2012 et 13,3 M€ au 31 Mars 2013.

Le faible niveau d'endettement net constaté au 30 septembre 2013 est le reflet de la saisonnalité évoquée ci-dessus.

Note 1 – Référentiel comptable

1.1– Généralités

Les états financiers consolidés au 30 septembre 2013 reflètent la situation comptable de Lexibook S.A. et de ses filiales (ci-après le Groupe).

Le Directoire a arrêté les états de synthèse consolidés au 30 septembre 2013 le 13 novembre 2013.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés semestriels du Groupe Lexibook arrêtés au 30 septembre 2013 ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces normes comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les normes IFRS, les IAS (International Accounting Standards) et leurs interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (SIC).

Les comptes consolidés semestriels ne tiennent pas compte :

- Des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB et à l'IFRIC, à la date de clôture ;
- Des nouvelles normes, révisions de normes existantes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore approuvées à la date de clôture.

1.2 – Evolution des principes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe Lexibook dans les états financiers consolidés au 30 septembre 2013 sont identiques à celles utilisées par le Groupe Lexibook au 31 mars 2013. Le Groupe a, en particulier, procédé à l'arrêt de ses comptes en appliquant le principe de continuité d'exploitation.

Pour cette raison un certain nombre d'actifs ont été maintenus à leur valeur nette comptable, et en particulier les actifs suivants :

Actifs non courants	30/09/2013	31/03/2013	30/09/2012	31/03/2012	30/09/2011	31/03/2011
immobilisations incorporelles	3 602 739	4 106 210	3 014 978	3 559 707	4 007 635	5 233 689
impôt différé actif	1 149 662	1 097 700	855 086	910 527	1 026 481	1 262 978
TOTAL	4 752 401	5 203 910	3 870 064	4 470 234	5 034 116	6 496 667

Si l'application du principe de continuité d'exploitation n'avait pas été retenue ces actifs en particulier auraient dû être dépréciés en tout ou partie.

1.3 – Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros. ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation, les investissements disponibles à la vente et la valorisation de l'emprunt obligataire.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Note 2 Périmètre et méthodes de consolidation

2.1 – Périmètre

Les sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont le groupe Lexibook contrôle directement ou indirectement plus de 20 % des voix à l'exclusion des sociétés ne présentant pas – de par leur taille – un caractère significatif au regard des comptes consolidés du groupe.

2.2 – Méthode de consolidation

Le groupe utilise comme méthode de consolidation, pour l'intégralité de ses filiales, l'intégration globale, car celles-ci sont toutes contrôlées de manière exclusive. Les comptes sont intégrés à 100 % poste à poste.

2.3 – Conversion des états financiers des filiales étrangères

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis suivant la méthode du cours de clôture, selon laquelle :

- Les postes du bilan sont convertis en Euros sur la base des cours officiels de change de fin d'exercice à l'exception des comptes de capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont utilisés.
- Les postes du compte de résultat sont convertis, pour chaque devise, en utilisant le cours moyen de l'exercice.

L'incidence des ajustements de conversion est inscrite directement dans un compte spécial au sein des capitaux propres.

2.4 – Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et les transactions intra-groupes ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Le relevé complet des sociétés du Groupe au 30 septembre 2013 est fourni dans la note 25.

Note 3 – Règles comptables et méthodes d'évaluation

3.1 – Chiffre d'affaires

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur. Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, des coûts associés ou de retour possible des marchandises.

Compte tenu de la typologie de ses clients le chiffre d'affaires brut du groupe fait l'objet de remises ou d'éléments soustractifs et en particulier de remises de fin d'année et de participations publicitaires. Au regard des IFRS, et s'agissant de prestations achetées à nos clients, les participations publicitaires sont comptabilisées en charge (ligne « services extérieurs ») du compte de résultat.

3.2 – Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'écart constaté, à la date d'entrée d'une société dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la quote-part correspondante des capitaux propres après valorisation à leur juste valeur des éléments d'actifs et passifs achetés.

Conformément à la norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de valeur lors de chaque clôture annuelle ou ponctuellement en cas d'indices de pertes de valeur liés à l'apparition d'indicateurs de performance défavorables.

L'ensemble des goodwill du Groupe est totalement amorti depuis l'exercice 2002. Les principes de cette norme n'ont pas trouvé à s'appliquer dans le cadre de l'arrêté au 30 septembre 2013.

3.3 Actifs incorporels

FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Les coûts de développement sont activés lorsque l'ensemble des critères (IAS 38) ci-dessous sont remplis :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle.
- intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre.

- capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- validation du business plan mettant en évidence le caractère profitable du projet par le comité de pilotage afin de démontrer que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement.
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Cette validation formalisée par projet permet au projet d'entrer dans sa phase de capitalisation dite « phase 1 ». Les coûts engagés avant en « phase 0 » sont tous passés en charge et la période de capitalisation des coûts de R&D s'arrête lorsque les développements sont achevés et au plus tard, lorsque le produit passe en phase de commercialisation dite « phase 2 ».

Chaque projet répondant à ces critères fait l'objet d'une demande d'investissement accompagnée d'une étude de rentabilité qui est soumise au comité de direction. L'approbation du comité marque le point de départ du projet et des investissements. Les projets sont traités comme des immobilisations en cours jusqu'à la date de la première vente (hors groupe), date qui correspond à la fin de l'activation des coûts et au point de départ des amortissements. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les dépenses liées aux activités de développement sont amorties sur la base d'un plan d'amortissement établi au regard d'un prévisionnel de ventes (si la demande d'investissement présente un prévisionnel de ventes de 500, 400 et 100 respectivement les années 1, 2 et 3 l'amortissement sera de 50%, 40% et 10%). Ces prévisions sont réactualisées à chaque clôture en fonction des ventes réelles.

Des tests d'impairment par projet sont mis en œuvre :

- de façon systématique avant la fin de l'exercice au cours duquel le produit rattaché au projet activé est mis en service,
- en cas d'apparition d'indices de pertes de valeur, individuellement, à chaque arrêté. Pour le Groupe, le principal indice de perte de valeur est un écart sur 12 mois entre les ventes ou les marges réalisées en retrait de plus de 10% par rapport au plan initial utilisé pour la validation du projet en phase 1 (début de la capitalisation).

Les projets qui ne remplissent plus les critères de capitalisation sont totalement et immédiatement dépréciés.

Pour le test d'impairment, la valeur recouvrable basée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie du projet est comparée à la valeur nette comptable de l'actif à la date du test (valeur nette comptable au bilan pour l'arrêté). Si la valeur nette comptable est supérieure à cette valeur recouvrable, une provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles est comptabilisée pour la différence.

CONCESSIONS DE LICENCES

Conformément au traitement préconisé par IAS 38 (immobilisations incorporelles), les droits relatifs aux concessions de licences ont été immobilisés. Les flux d'avantages économiques futurs attribuables à l'utilisation de ces actifs peuvent varier selon différentes hypothèses.

Les hypothèses prudentes induisant une valeur basse des flux attendus correspondent le plus souvent aux montants des minimums garantis que l'entreprise s'est engagée à verser aux sociétés qui lui concèdent les droits. C'est cette valeur qui a été retenue comme représentative du coût de ces actifs.

Les modes d'amortissement retenus sont ceux préconisés par la norme IAS 38 pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie. Ainsi, l'amortissement commence dès que les licences sont exploitées. Il reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à chaque licence. Au cas où les avantages économiques retirés de ces concessions de licence sont supérieurs au plan d'amortissement initial basé sur les minimums garantis, une dotation complémentaire est comptabilisée.

Les durées d'amortissement sont les durées pendant lesquelles les droits sont concédés.

Les licences de marque portées à l'actif font l'objet d'un test de dépréciation lors de chaque arrêté sur la base de l'estimation par le management des flux futurs attendus de l'utilisation des licences sur la durée résiduelle des contrats.

AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le groupe a procédé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 à une opération d'échange de marchandises. En contrepartie des produits échangés il a reçu une « ligne de crédit » (APC) utilisable pour un paiement partiel ultérieur éventuel de certaines de ses dettes fournisseurs.

Dans les comptes consolidés, cette opération est analysée comme un échange de biens dissemblables : échange d'un stock contre une immobilisation incorporelle donnant droit à des rabais sur des biens ou services futurs.

Conformément à IAS 18 §12 et §14, le chiffre d'affaires est enregistré à la date de l'échange pour la juste valeur du stock juste avant l'échange en contrepartie d'une immobilisation incorporelle correspondant aux APC pour le même montant (c'est-à-dire pour une valeur proche de sa valeur nette de réalisation des stocks échangés), dans la mesure où tous les critères énumérés par IAS 18 §14 sur les ventes de biens étaient remplis.

Aucune marge n'est constatée au compte de résultat au moment de l'échange.

Un test de dépréciation de valeur est mis en œuvre sur les APC une fois par an, de façon systématique, pour s'assurer que la valeur recouvrable des APC est supérieure à leur valeur nette comptable au bilan de clôture.

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur éventuelles.

Les autres actifs incorporels incluent principalement le coût d'acquisition des technologies et licences acquises auprès de tiers. Ces actifs incorporels sont amortis linéairement en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel sur une période maximale de 10 ans.

3.4 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur valeur historique diminuée des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle ne sont comptabilisées à l'actif que lorsqu'elles améliorent l'état de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Matériels de transport 3 à 5 ans
- Matériels et outillages 3 à 10 ans
- Matériel informatique 3 à 5 ans
- Matériel de bureau 5 à 10 ans
- Agencements et installations 3 à 10 ans

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.5 – Contrats de location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location – financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Ces contrats de location – financement sont comptabilisés au plus bas de la juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat.

Lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les principaux contrats de location portés par le groupe Lexibook sont des contrats de location financement dont le principal contrat est celui lié au siège social en France avec une valeur brute de 1 024 500 € amorti sur 12 ans.

3.6 Clients et affacturage

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Le Groupe procède couramment à des opérations d'affacturage de ses créances clients dans le cadre de son cycle d'exploitation ; ces créances doivent, dans le cadre des IFRS, faire l'objet d'une réintégration dès lors qu'il est établi que les avantages et les risques inhérents à ces créances demeurent à la charge du Groupe. Cet exercice a conduit le groupe à procéder à des réintégrations sous la rubrique « Créances Clients », en contrepartie desquelles une dette financière est constatée. Par ailleurs les dépôts de garanties octroyés dans le cadre du contrat d'affacturage font l'objet d'un reclassement sous la rubrique « Avances et Acompte versés ».

La totalité des programmes d'affacturage est consolidé lors de chaque arrêté.

Les principales caractéristiques des principaux contrats en vigueur à la date de clôture sont les suivantes :

Caractéristiques	FACTOFRANCE	COFACREDIT
Réserves	8%	10%
Retenue de garantie	15%	15%
Minimun Fonds de Garantie	614 000	100 000
Commission d'affacturage	0,22%	0,28%
Commission d'anticipation	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %

3.7 Stocks

Les stocks sont valorisés à leur coût d'acquisition.

En termes de dépréciation, la méthode diffère en fonction du type de stock

a) Stocks défectueux ou à recycler : ces stocks sont regroupés en différentes catégories. Ces catégories vont permettre de déterminer le niveau de dépréciation à pratiquer. Les taux de dépréciations varient de 30% à 100%

b) Stocks à rotation lente : les stocks de produits neufs font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si la valeur des produits identifiés à « rotation lente » doit être dépréciée et le cas échéant afin de déterminer le niveau de la dépréciation.

La société procède à des dépréciations en fonction des valeurs nettes de réalisation, basées pour l'essentiel sur des perspectives de ventes et de marge attendue.

Une provision à 100% pourra également être décidée si le produit n'est plus commercialisable, pour des raisons spécifiques.

Les nouveautés ne sont jamais dépréciées. Un produit est dit nouveau lorsque sa première date de commercialisation remonte à moins d'un an

3.8 Emprunts portant intérêts

A la date du 15 septembre 2008, Lexibook a procédé à l'émission de 103 449 obligations convertibles avec les caractéristiques suivantes :

- Date de souscription : 30/09/2008,
- Nominal : 14,50 €,
- Taux d'intérêt nominal : 7% l'an,
- Périodicité du coupon : Semestriel, payable 30 mars et 30 septembre,
- Echéance : 30/09/2011,
- Remboursement au gré de la société : Possible à tout moment entre le 30 septembre 2010 et 45 jours avant l'échéance pour un maximum de 34 483 obligations convertibles,
- Prix de conversion : 14,50 €,
- Parité de conversion : 1 pour 1,
- Dilution maximum possible : 8,40 % (dont actions d'autocontrôle) 8,58 % (hors actions d'autocontrôle).

Dans le cadre de l'accord de conciliation signé le 26 avril 2010, et confirmé dans l'accord du 11 janvier 2011 l'obligataire a converti 1 M€ sur l'exercice 2011-2012 et s'est engagé à convertir les 500 K€ restants au plus tard le 26 avril 2015.

Emprunt obligataire convertible ou remboursable en actions (« OCEANE »)

Cet instrument financier dit « hybride » contient à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres. Conformément aux normes IAS 32 et IAS 39 « Instruments financiers », la part revenant en capitaux propres correspond à la différence entre la valeur nominale de l'émission et la composante dette. Cette dernière est calculée comme étant la juste valeur d'une dette sans option de

conversion et ayant des caractéristiques identiques. La valeur inscrite en capitaux propres correspondant à l'option de conversion n'est pas réévaluée durant la vie de l'emprunt. La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur sa durée de vie estimée.

3.9 Provision pour retraite et obligations assimilées

Des provisions sont constituées afin de couvrir l'intégralité des engagements sociaux correspondant aux avantages versés au personnel au moment et après son départ du Groupe dès lors que les régimes concernés peuvent être qualifiés de régimes à prestations définies.

Ces provisions sont calculées par application d'une méthode actuarielle qui prend notamment en compte :

l'évolution prévisible des salaires ;

la rotation des effectifs ;

le risque de mortalité ;

un taux d'actualisation financière et, le cas échéant, un taux de rendement attendu sur les actifs financiers dédiés.

3.10 Rémunération sur base d'actions

Lexibook S.A. dispose de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions au 30 septembre 2013. Conformément à la norme IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », est enregistré en charges de personnel un montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires, calculé à la date d'octroi des options sur la base du modèle d'évaluation binomial. La contrepartie de cette charge est directement inscrite en capitaux propres.

3.11 Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources.

3.12 Impôts différés

Les impôts différés résultant des différences temporaires liées aux retraitements de consolidation et aux différences entre les résultats comptables et les résultats fiscaux sont comptabilisés selon la méthode du report variable. Toutes les différences donnent lieu à la comptabilisation d'un impôt différé par application du principe de « la conception étendue ».

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les pertes fiscales activées sont imputables sans limitation de durée et ne sont activées que sur les deux entités France et Hong Kong qui sont les deux seules entités ayant encore une activité à l'achèvement de notre réorganisation

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

3.13 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La rubrique trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les comptes courants des factors. Les découverts bancaires figurent au bilan en passif courants sous la rubrique concours bancaires courants.

3.14 Information sectorielle

L'information sectorielle est dispensée au niveau de l' « activité », analysée selon les méthodes utilisées pour distribuer les produits : FOB / NON FOB.

Lexibook a choisi de retenir comme axe d'analyse prioritaire dans son Reporting interne les méthodes qu'il utilise pour distribuer ses produits à ses clients, et en particulier une distribution « départ Hong

Kong » (incoterm FOB) par opposition à une distribution « rendu » chez le client. En effet, ces deux méthodes de distribution ont des modes de fonctionnement qui leur sont propres et des rentabilités, par nature, différentes. C'est selon cette segmentation que le management opérationnel, « CODM » (Chief Opérating décision Maker au sens d'IFRS 8) suit la performance opérationnelle dans le reporting interne du groupe.

3.15 Actifs et passifs financiers

Le champ d'application des instruments financiers dérivés a été défini par le Groupe Lexibook conformément aux dispositions et principes introduits par la norme IAS 39.

Evaluation et comptabilisation

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché, disponibles auprès de contributeurs externes. Le Groupe Lexibook peut également faire référence à des transactions récentes comparables ou utiliser une valorisation fondée sur des modèles internes reconnus par les intervenants sur le marché et intégrant des données directement dérivées de données observables telles que des cotations de gré à gré.

La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sauf lorsqu'ils sont désignés comme instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net. Dans ce dernier cas, les variations de valeur des instruments de couverture sont comptabilisées directement en capitaux propres, hors part inefficace des couvertures.

Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Le Groupe Lexibook utilise des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change

Les critères retenus par le Groupe Lexibook pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- (1) l'opération de couverture doit couvrir les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie imputables au risque couvert et l'efficacité de la couverture (représentant le niveau de compensation des variations de valeur de l'instrument de couverture avec celles de l'élément couvert ou de la transaction future) se situe dans une fourchette comprise entre 80% et 125% ;
- (2) en ce qui concerne les opérations de couverture de flux de trésorerie, la transaction future, objet de la couverture, doit être hautement probable ;
- (3) l'efficacité de la couverture est déterminée de manière fiable ;
- (4) l'opération de couverture est étayée par une documentation adéquate dès sa mise en place.

Le Groupe Lexibook applique la couverture de flux de trésorerie.

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables où les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

Le Groupe Lexibook n'applique pas la couverture de juste valeur et la couverture d'un investissement net.

La relation de couverture prend fin dès lors que :

- un instrument dérivé cesse d'être un instrument de couverture efficace ;
- un instrument dérivé échoit, est vendu, annulé ou exercé ;
- l'élément couvert est arrivé à échéance, a été vendu ou remboursé ;
- une transaction future n'est plus considérée comme hautement probable.

Seuls les instruments dérivés externes au Groupe Lexibook étant réputés éligibles à la comptabilité de couverture, les résultats relatifs aux instruments dérivés internes sont éliminés dans les comptes consolidés. Toutefois, dans le cadre d'une relation de couverture initiée au moyen de dérivés internes au Groupe Lexibook, la comptabilité de couverture s'applique s'il est démontré que les instruments dérivés internes donnent lieu à un retournement à l'extérieur du Groupe Lexibook.

Instruments financiers dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture. Les variations de la juste valeur d'instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en « Autres profits (pertes) – net ».

Note 4 – Variation du périmètre de consolidation

Les filiales Portugaise et Allemande sont en cours de liquidation. Leurs actifs et passifs sont présentés, conformément à la norme IFRS 5, sous les rubriques « Actifs destinés à être cédés », « Passifs liés à des actifs destinés à être cédés » et « Produits (Charges) des activités abandonnées, depuis l'exercice 2010-2011. Cette classification est maintenue sur l'exercice 2013-2014 compte tenu des délais administratifs et réglementaires locaux.

Note 5 – Immobilisations incorporelles

Flux d'immobilisations incorporelles en €	31/03/2013	Augmentation	Diminution	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2013
Frais de recherche et développement	3 533 658	243 196	18 312	1 049 453	-211 187	4 596 808
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	4 407 417	242 000			-2 611	4 646 806
Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	0					0
Ecarts d'acquisition	103 565					103 565
Autres immobilisations incorporelles	342 976			-36 133		306 843
TOTAL	8 387 616	485 196	18 312	1 013 320	-213 798	9 654 022

Flux d'amortissements des immobilisations incorporelles en €	31/03/2013	Augmentation	Diminution	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2013
Amort / Frais de recherche et développement	1 190 885	205 636		1 049 453	-92 097	2 353 877
Amort / Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	2 886 956	608 269			-1 386	3 493 839
Amort / Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	0					0
Amort / Ecart d'acquisition	103 565					103 565
Amort / Autres immobilisations incorporelles	100 000					100 000
TOTAL	4 281 406	813 905	0	1 049 453	-93 483	6 051 281

Valeur nette des immobilisations incorporelles en €	31/03/2013	Augmentation	Diminution	Autres Variations	Ecarts de conversion	30/09/2013
Frais de recherche et développement	2 342 772	37 560	18 312	0	-119 090	2 242 930
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail) (1)	1 520 461	-366 269	0	0	-1 225	1 152 967
Concessions, brevets, licences (Crédit-Bail)	0	0	0	0	0	0
Ecarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles (2)	242 976	0	0	-36 133	0	206 843
TOTAL	4 106 210	-328 709	18 312	-36 133	-120 315	3 602 741

(1) dont 1 038 632 € liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de l'activation de ces minimas garantis en autres dettes d'exploitation part courante (719 952 € – cf note 17.2) et en autres dettes d'exploitation part non courante (645 663 € – cf note 17.3)

(2) dont 206 843 € liés aux « Assets purchases Credit » évoqués en 3.3

Les trois licences principales au 30 septembre 2013 sont MATTEL, DISNEY et MARVEL. Ces licences représentent près de 87% du poste net. Les durées de concessions de ces licences sont en moyenne de 3 ans.

Note 6 – Immobilisations corporelles

Flux d'immobilisations corporelles en €	31/03/2013	Augmentation	Diminution	Ecarts de conversion	30/09/2013
Installations tech, mat et outillages ind.	319 907	37 274		-8 589	348 592
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-B:	690 854	63 962			754 816
Autres immobilisations corporelles (Crédit-Bail)	1 024 500				1 024 500
Immobilisations corporelles en cours	2 400		2 400		0
TOTAL	2 037 661	101 236	2 400	-8 589	2 127 908

Flux d'amortissements des immobilisations corporelles en €	31/03/2013	Augmentation	Diminution	Ecarts de conversion	30/09/2013
Amort / Installations tech, mat et outillages ind.	240 757	13 890		-3 990	250 657
Amort / Autres immobilisations corporelles (Hors	614 193	15 781			629 974
Amort / Autres immobilisations corporelles (Crédit	996 042	28 458			1 024 500
Amort / Immobilisations corporelles en cours	0				0
TOTAL	1 850 992	58 129	0	-3 990	1 905 131

Valeur nette des immobilisations corporelles en €	31/03/2013	Augmentation	Diminution	Ecarts de conversion	30/09/2013
Installations tech, mat et outillages ind.	79 150	23 384		-4 599	97 935
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-B:	76 661	48 181		0	124 842
Autres immobilisations corporelles (Crédit-Bail)	28 458		28 458		0
Immobilisations corporelles en cours	2 400	0	2 400		0
TOTAL	186 669	71 565	30 858	-4 599	222 777

Note 7 – Immobilisations financières

Immobilisations financières en €	31/03/2013	Augmen - tation	Diminu - tion	Ecarts de conversion	30/09/2013
Créances rattachées à participations	0				0
Dépôts et cautionnements	173 375	34 253	0	-1 678	205 950
TOTAL	173 375	34 253	0	-1 678	205 950

Provisions sur immobilisations financières en €	31/03/2013	Augmen - tation	Diminu - tion	Ecarts de conversion	30/09/2013
Créances rattachées à participations	0				0
TOTAL	0				0

Immobilisations financières nettes en €	31/03/2013	Augmen - tation	Diminu - tion	Ecarts de conversion	30/09/2013
Créances rattachées à participations	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	173 375	34 253	0	-1 678	205 950
TOTAL	173 375	34 253	0	-1 678	205 950

Note 8 – Stocks

Stocks en €	Valeur brute 30/09/2013	Depreciation	Valeur nette 30/09/2013
Marchandises	14 730 156	1 272 741	13 457 415
TOTAL	14 730 156	1 272 741	13 457 415

Stocks en €	Valeur brute 31/03/2013	Depreciation	Valeur nette 31/03/2013
Marchandises	11 038 927	1 366 558	9 672 369
TOTAL	11 038 927	1 366 558	9 672 369

Note 9 – Créances d'exploitation

Créances d'exploitation en €	Valeur brute 30/09/2013	Dépréciations	Valeur nette 30/09/2013
Clients	12 602 455	579 151	12 023 304
Charges constatées d'avance (1)	1 857 817		1 857 817
Avances et acomptes versés (2)	2 790 678		2 790 678
TOTAL	17 250 950	579 151	16 671 799

(1) Dont 419 626 euros liés aux minima garantis des licences qui sont concédées à l'entreprise

(2) Dont 1 989 090 euros liés au retraitement (réserves) de l'affacturage indiquée en note 3.6

Créances d'exploitation par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EUROS	TOTAL
Clients	3 219 890	780 776	53 456	7 969 182	12 023 304
Charges constatées d'avance	24 572	7 177	97 896	1 728 172	1 857 817
Avances et acomptes versés	800 843			1 989 835	2 790 678
TOTAL	4 045 305	787 953	151 352	11 687 189	16 671 799

Créances d'exploitation par échéance	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Clients	7 006 421	4 649 288	367 595		12 023 304
Charges constatées d'avance	146 660	293 320	1 417 837		1 857 817
Avances et acomptes versés	344 680	1 451 080	994 918		2 790 678
TOTAL	7 497 761	6 393 688	2 780 350	0	16 671 799

Note 10 – Autres créances d'exploitation

Autres créances d'exploitation en €	30/09/2013	31/03/2013
Créances au personnel et comptes rattachés	31 029	86 569
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	512 731	549 031
Comptes courants actifs		
Autres débiteurs courants	248 399	107 068
TOTAL	792 159	742 668

Autres créances d'exploitation par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EUROS	TOTAL
Créances au personnel et comptes rattachés				31 029	31 029
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques				512 731	512 731
Comptes courants actifs					0
Autres débiteurs courants	370			248 029	248 399
TOTAL	370	0	0	791 789	792 159

Autres créances d'exploitation par échéance	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Créances au personnel et comptes rattachés	31 029				31 029
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	153 950	307 900	50 881		512 731
Comptes courants actifs					0
Autres débiteurs courants	83 046	165 353			248 399
TOTAL	268 025	473 253	50 881	0	792 159

Note 11 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie en €	30/09/2013	31/03/2013
Valeurs mobilières de placement		
Banques, établissements financiers et assimilés	2 869 223	1 319 575
TOTAL	2 869 223	1 319 575

Trésorerie et équivalents de trésorerie par devise d'origine	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Valeurs mobilières de placement					
Banques, établissements financiers et assimilés	1 496 133	17 638	5 207	1 350 245	2 869 223
TOTAL	1 496 133	17 638	5 207	1 350 245	2 869 223

Note 12 – Capitaux propres

12.1 Ecarts de conversion

Les écarts de conversion proviennent des filiales situées à Hong Kong et aux USA.

12.2 Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Au 30 septembre 2013, le Groupe dispose de deux plans d'attribution d'options de souscription d'actions. Ces plans ont les caractéristiques suivantes :

	Plan N°1	Plan N°2
Date d'assemblée	15-juin-99	27-juin-00
Date du Conseil d'Administration	16-juin-99	28-juin-00
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	1 000	2 400
dont :		
- nombre d'actions pouvant être souscrites ou achetées par le Comité de Direction	1 000	1 500
- nombre de dirigeants concernés	2	2
Point de départ d'exercice des options	17-juin-2004	29-juin-2005
Date d'expiration	16-juin-2019	28-juin-2020
Prix de souscription	19,01 €	18,69 €
Nombre d'actions souscrites au 30/09/2013	0	0
Personnes concernées :	2	6
dont :		
- Membres du Comité de Direction	2	3
- Direction des Achats et de la Logistique		1
- Direction Commerciale		
- Direction Financière		1
- Direction du Marketing et du Développement		1

La possibilité d'exercice des options du Plan N°2 est ouverte depuis le 29 juin 2005.

En application de la norme IFRS 2 sur les rémunérations en actions ou liées aux actions, les plans octroyés ont fait l'objet d'une valorisation spécifique au bilan du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2005. Ce mode de rémunération est décrit en note 3.10.

Le nombre d'options d'acquisition d'actions restant à exercer à la clôture est de 3 400.

Note 13 – Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Résultat net par action	30/09/2013	30/09/2012	30/09/2011
Résultat net part du Groupe en €	324 717	1 506 202	1 702 981
Nombre d'actions en circulation	4 028 975	4 020 995	3 800 047
Résultat en euros par action	0,08	0,37	0,45

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante.

Résultat net dilué par action	30/09/2013	30/09/2012	30/09/2011
Résultat net part du Groupe en €	324 717	1 506 202	1 702 981
Nombre d'actions et instruments dilutifs en circulation	4 031 475	4 023 495	3 802 547
Résultat dilué en euros par action	0,08	0,37	0,45

Note 14 – Dettes financières

Dettes financières en €	30/09/2013	31/03/2013
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	3 369 932	3 155 911
Intérêts courus sur emprunts	26 159	21 445
Autres emprunts et dettes assimilées (2)	12 186 810	11 893 366
Total	15 582 901	15 070 722

(1) Dont 397 932 € liés à l'emprunt obligataire convertible en actions, 1 372 000 € de crédit moyen terme, 1 000 000 € de CDP OSEO et 600 000 € de PPI BPI France.

(2) Dont 8 035 022 € de concours bancaires et 4 151 788 € liés à l'affacturage.

14.1 Analyse par devise

Dettes financières 30/09/2013 par devises d'origine	Emprunts auprès des ets de crédit	Intérêts courus sur emprunts	Autres emprunts et dettes assimilées	Total
EUR	3 369 932	26 161	5 656 703	9 052 796
USD			6 504 353	6 504 353
HKD			25 752	25 752
GBP				0
Total	3 369 932	26 161	12 186 808	15 582 901

14.2 Analyse par échéances

Dettes financières en € 31 mars 2013	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 155 911	807 142	2 348 769	
Intérêts courus sur emprunts	21 445	21 445		
Autres emprunts et dettes assimilées	11 893 366	11 893 366		
Total	15 070 722	12 721 953	2 348 769	0

Dettes financières en € 30 septembre 2013	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 369 932	784 000	2 585 932	
Intérêts courus sur emprunts	26 159	26 159		
Autres emprunts et dettes assimilées	12 186 810	12 186 810		
Total	15 582 901	12 996 969	2 585 932	0

14.3 Ventilation taux fixe – taux variable

Ventilation de la dette par nature de taux	30/09/2013	31/03/2013
Taux fixe	397 932	368 769
Taux variable	15 184 969	14 701 953
Total	15 582 901	15 070 722

Note 15 – Provisions pour pensions et avantages assimilés

Les pensions et indemnités dues aux salariés lors de leur départ en retraite sont constatées dans le compte de résultat au moment de leur versement.

La méthode d'évaluation des engagements sociaux retenue est la méthode des unités de crédit projetées, préconisée par la norme IAS 39 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Cette approche équivaut à reconnaître, à la date de calcul, un engagement égal à la valeur actuelle probable des prestations futures estimées multipliée par le rapport entre l'ancienneté à la date de calcul et la date de départ en retraite. Implicitement, cela revient à considérer que l'engagement se constitue au prorata de l'ancienneté. En conséquence, le calcul des prestations futures est effectué en fonction de l'ancienneté et du salaire estimé au jour du versement de la prestation (fin de carrière).

Le salaire est projeté jusqu'à la date de départ en retraite de la façon suivante :

Salaire en fin de carrière = Salaire en date de calcul * (1+ Taux de revalorisation du salaire)^{durée restante}

Puis sont calculés les droits au terme et sont appliquées deux probabilités : une de survie et une de présence (id. non sortie par licenciement ou démission).

Enfin, un prorata (Ancienneté à la date de calcul / Ancienneté à échéance) et un facteur d'actualisation multiplient le résultat obtenu.

Les principales hypothèses retenues sont : retraite à 67 ans (départ volontaire), taux d'inflation de 1,80%, Turn-over de 15,58% et taux d'actualisation de 2,03% (taux actuariel de l'OAT 10 ans mars 2022).

Le montant des engagements au 30 septembre 2013 est de 78 080 € contre 73 964 € au 31 mars 2013.

Note 16 – Autres provisions

Provisions pour autres risques en €	31/03/2013	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	30/09/2013
Provisions pour IFC	73 964	8 510		4 394	78 080
Provisions pour autres risques	0				0
TOTAL	73 964	8 510	0	4 394	78 080

Note 17 – Dettes d'exploitation

17-1 Dettes d'exploitation

Dettes d'exploitation en €	30/09/2013	31/03/2013
Fournisseurs	11 946 477	6 754 646
Avances et acomptes reçus	2 299 365	2 297 187
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL	14 245 842	9 051 833

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Dettes d'exploitation par devise d'origine					
Fournisseurs	4 989 507	556 626	1 190 085	5 210 259	11 946 477
Avances et acomptes reçus	317 319			1 982 046	2 299 365
Produits constatés d'avance					0
TOTAL	5 306 826	556 626	1 190 085	7 192 305	14 245 842

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Dettes d'exploitation par échéance					
Fournisseurs	6 605 859	4 367 648	877 748	95 222	11 946 477
Avances et acomptes reçus	734 483	1 564 882			2 299 365
Produits constatés d'avance					0
TOTAL	7 340 342	5 932 530	877 748	95 222	14 245 842

17-2 Autres dettes d'exploitation – Part courante

Autres dettes d'exploitation en € - Part courante	30/09/2013	31/03/2013
Dettes au personnel et comptes rattachés	200 398	360 970
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	749 142	482 365
Autres créditeurs - Courant	0	2 402
Fournisseurs d'immobilisations (1)	719 952	1 138 931
TOTAL	1 669 492	1 984 668

(1) En totalité liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf note 5.

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par devise d'origine- part courante					
Dettes au personnel et comptes rattachés				200 398	200 398
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques			24 511	724 631	749 142
Autres créditeurs - Courant					0
Fournisseurs d'immobilisations				719 952	719 952
TOTAL	0	0	24 511	1 644 981	1 669 492

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par échéance- part courante					
Dettes au personnel et comptes rattachés	16 700	50 100	133 598		200 398
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	84 897	181 158	483 087		749 142
Autres créditeurs - Courant					0
Fournisseurs d'immobilisations	59 996	119 992	539 964		719 952
TOTAL	161 593	351 250	1 156 649	0	1 669 492

17-3 Autres dettes d'exploitation – Part non courante

Autres dettes d'exploitation en € - Part non courante	30/09/2013	31/03/2013
Comptes courants créditeurs	0	0
Fournisseurs d'immobilisations (1)	645 663	699 271
TOTAL	645 663	699 271

(1) En totalité liés aux concessions de licences évoquées en 3.3. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf note 5.

	USD	GBP	HKD	EURO	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par devise d'origine- part non courante					
Comptes courants créditeurs					0
Fournisseurs d'immobilisations				645 663	645 663
TOTAL	0	0	0	645 663	645 663

	-1mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	+1 an	TOTAL
Autres dettes d'exploitation par échéance - part non courante					
Comptes courants créditeurs					0
Fournisseurs d'immobilisations				645 663	645 663
TOTAL	0	0	0	645 663	645 663

Note 18 – Charges de personnel

Charges de personnel en €	30/09/2013	30/09/2012	30/09/2011
Salaires	2 326 605	2 052 187	1 631 917
Charges sociales	466 804	559 649	449 512
Autres charges de personnel	29 979	21 847	51 451
TOTAL	2 823 388	2 633 683	2 132 880

Note 19 – Résultat financier net

	30/09/2013	30/09/2012
Coût de l'endettement net (produits / charges)	-206 074	-182 305
Gains de change	1 098 769	666 301
Pertes de change	-1 039 675	-336 475
Revalorisation d'instruments financiers à juste valeur	-59 107	32 669
Sous total impact change	-13	362 495
Charges d'intérêts Océane	-29 163	-25 182
Autres produits financiers Océane	0	0
Sous total retraitement océane	-29 163	-25 182
Autres produits financiers	62	1 195
Produits nets sur cessions de VMP		
Autres charges financières	-12 356	-11 771
Sous total Autres	-12 294	-10 576
TOTAL RESULTAT FINANCIER	-247 544	144 432

Note 20 – Impôts sur les résultats

20.1 Charge d'impôts

Analyse de la charge d'impôts :

Charge d'impôts en €	30/09/2013	30/09/2012	30/09/2011
Impôts courants	- 93 513	- 83 185	- 10 248
Impôts différés	55 461	- 262 993	- 440 343
Total	- 38 052	- 346 178	- 450 591

Rapprochement entre la charge d'impôts et résultat avant impôts :

En €	30/09/2013	30/09/2012	30/09/2011
Résultat Net Part du Groupe	324 717	1 506 202	1 702 981
Intérêts minoritaires dans le résultat			
Charge d'impôt de la période	-38 052	-346 178	-450 591
Résultat taxable	<u>362 769</u>	<u>1 852 380</u>	<u>2 153 572</u>
Taux d'imposition théorique de la société mère	33,33%	33,33%	33,33%
(Charge) produit d'impôt théorique	-120 911	-617 398	-717 786
Différences fiscales temporaires	-27 973	-176 073	
Déficits fiscaux non activés	-822	-29 254	-259 673
Carry back		20 535	
Différentiel de taux d'imposition	355	322 747	418 259
Retraitements de consolidation sans impôts	111 299	133 265	108 609
Charge d'impôt	<u>-38 052</u>	<u>-346 178</u>	<u>-450 591</u>
Taux facial de l'impôt groupe	<u>-10,49%</u>	<u>-18,69%</u>	<u>-20,92%</u>

20.2 Impôts différés

Nature des soldes d'impôts différés au 30/09/13 :

En €	30/09/2013	31/03/2013
Impôts différés actifs		
Sur décalages fiscaux temporaires		
Sur Report fiscaux déficitaires	956 376	990 139
Sur retraitement de consolidation	193 586	107 561
Total	1 149 962	1 097 700
Impôts différés passifs		
Sur décalages fiscaux temporaires		
Sur retraitement de consolidation	47 469	51 757
Total	47 469	51 757

Origine des impôts différés actifs et passifs :

En €	Actifs	Passifs	Net	Net
	30/09/2013	30/09/2013	30/09/2013	31/03/2013
Immobilisations incorporelles	132 418	98 754	33 664	38 901
Immobilisations corporelles			0	-1 772
Stocks			0	0
Instruments financiers			0	0
Autres actifs	14 755		14 755	9 719
Provisions	84 545		84 545	83 173
Instruments financiers	32 717		32 717	-44 640
Autres passifs		19 857	-19 857	-29 577
Reports fiscaux déficitaires	956 369		956 369	990 139
Actifs (Passifs) d'impôts différés nets	-71 142	-71 142	0	0
Impôts différés actifs au bilan	1 149 962		1 149 962	1 097 700
Impôts différés passifs au bilan		47 469	-47 469	-51 757
TOTAL	1 149 962	47 469	1 102 493	1 045 943

Compte tenu de la réorganisation qui est maintenant achevée, le groupe peut raisonnablement penser que les déficits antérieurs activés pourront être imputés sur un maximum de 3 ans.

Au 30 septembre 2013, le Groupe (pour les sociétés non concernées par IFRS 5) dispose de reports fiscaux déficitaires non utilisés et non activés dont l'échéance se répartit comme suit :

Maturité des déficits reportables €	Lexibook France	TOTAL
Illimité	297 407	297 407
TOTAL	297 407	297 407

Note 21 – Transactions avec les parties liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec des sociétés non consolidées. Les transactions se font au prix du marché.

21.1 Achats et ventes de biens et services

En €	30/09/2013	30/09/2012	30/09/2011
Locations	110 690	110 690	110 690
Charges locatives	14 400	14 400	14 400
Total	125 090	125 090	125 090

21.2 Rémunération des mandataires sociaux

Rémunération en €	30/09/2013	30/09/2012	30/09/2011
Avantages à court terme partie fixe	109 800	109 800	109 800
Avantages à court terme partie variable	60 000	60 742	20 000
Avantages postérieurs à l'emploi			
Autres avantages à long terme	10 774	10 774	10 774
Indemnités de fin de contrat de travail			0
paiements en action			0
Total	180 574	181 316	140 574

Note 22 – Engagements donnés et reçus

22.1 Engagements donnés

Lexibook dispose, au 30 septembre 2013, d'engagements d'achat à terme de 23 515 975 dollars US à un cours moyen de 1.3480 dollars par euro. Cet engagement fait l'objet d'une valorisation à la juste valeur comme indiquée Note 28.

- Lexibook s'est portée caution auprès de ses partenaires bancaires pour que des « stand-by letter of credit » soient ouvertes au profit de la filiale de Hong Kong, et ce pour 11 300 000 dollars US convertis au cours de clôture de 1.3505 dollars par euro.

Par ailleurs, Lexibook s'est portée caution auprès de la banque HSBC afin que celle-ci accorde à Lexibook Hong Kong une convention de facilité bancaire à hauteur de 35 000 000 dollars Hong kongais convertis au cours de 10.4722 HKD par euros

- Les contrats signés avec les sociétés Factofrance et Cofacredit, respectivement pour le financement de l'activité domestique et de l'activité export, prévoient :

Caractéristiques	FACTOFRANCE	COFACREDIT
Réserves	8%	10%
Retenue de garantie	15%	15%
Minimun Fonds de Garantie	614 000	100 000
Commission d'affacturage	0,22%	0,28%
Commission d'anticipation	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %

Au 30 septembre 2013 les créances brutes cédées auprès du factor s'élevaient à 4 151 788 € (3 450 251 € auprès de Factofrance et 701 536 € auprès de Cofacredit).

- Il n'y a pas d'effets escomptés non échus au 30 septembre 2013.
- Lexibook SA a un engagement au 30 septembre 2013 sur les lignes « CREDOC » accordées par les banques et utilisées pour financer les achats de marchandise pour un montant de 11 980 864 USD, soit 8 871 429 € au cours de clôture de 1.3505.
- Dans le cadre de la mise en place du crédit moyen terme de 3,92 M€, un nantissement a été consenti sur le fonds de commerce et les marques conformément à l'accord de conciliation en date du 26 Avril 2010.
- La ligne « New Money » fait l'objet d'un gage sur stock à hauteur de 3,5 M€ du 1er mai 2013 jusqu'à son remboursement intégral le 31 décembre 2013.
- La BRED bénéficie d'un gage sur stock à hauteur de 2.5 fois le financement utilisé. Le financement s'élevant à 1 650 K€, le gage sur stock s'élève à 4.125 K€. Ce nantissement est à échéance au 31 octobre 2013 et est accordé à compter du 1er avril 2013.
- Le conseil de Surveillance du 19 mars 2013 a autorisé la convention entre la société LEXIBOOK-L.E., la société LEXIBOOK Limited ayant son siège à Hong-Kong, filiale de la société LEXIBOOK-L.E.S, et la Citibank, au terme de laquelle la société LEXIBOOK France apparaît comme garant (« Guarantor ») des engagements de sa filiale, portants sur un montant de crédit court terme de 3.000.000 US \$.

22.2 Engagements reçus

- Garantie Oséo à hauteur de 1 500 K€ dans le cadre de la mise en place de la ligne « new money »
- Garantie Oséo à hauteur de 70 % dans le cadre de la mise en place du crédit moyen terme de 3,92 M€.

Note 23 – Informations sectorielles

Conformément aux règles de management et au reporting interne du Groupe, les informations sectorielles sont présentées par activités, suivant la méthode de distribution des produits vendus tel qu'indiqué au paragraphe 3.14.

30 SEPTEMBRE 2013 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	6 205 056	11 345 297	17 550 353
Autres produits courants	62 930	222 381	285 311
Produits d'exploitation (I)	6 267 986	11 567 678	17 835 664
Coûts d'achat des produits vendus	-4 273 520	-5 102 702	-9 376 222
Dépenses de personnel	-384 659	-2 438 129	-2 822 788
Services Extérieurs	-1 192 867	-2 674 286	-3 867 153
Taxes (hors impôt société)	0	-107 372	-107 372
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-81 976	-790 058	-872 034
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	0	48 349	48 349
Autres produits et charges d'exploitation	-22 544	-202 736	-225 280
Charges d'exploitation (II)	-5 955 566	-11 266 934	-17 222 500
			0
Résultat d'exploitation (III = I + II)	312 420	300 744	613 164
			0
TOTAL DES ACTIFS	4 311 687	34 665 696	38 977 383
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	0	0	0
TOTAL DES PASSIFS	4 311 687	34 665 696	38 977 383

Le canal de distribution 1 (FOB) correspond aux ventes dont le départ est le lieu de production. Le client prend la disposition des marchandises sur le lieu de production.

Le canal de distribution 2 (NON FOB) correspond à une prestation complète. Lexibook prend à sa charge toute la gestion de la chaîne logistique.

30 SEPTEMBRE 2012 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	7 769 325	10 583 665	18 352 990
Autres produits courants	59 580	162 199	221 779
Produits d'exploitation (I)	7 828 905	10 745 864	18 574 769
Coûts d'achat des produits vendus	-4 891 211	-4 890 459	-9 781 670
Dépenses de personnel	-359 359	-2 274 324	-2 633 683
Services Extérieurs	-770 460	-2 513 182	-3 283 642
Taxes (hors impôt société)	0	-122 908	-122 908
Amort. des immobilisations incorporelles et corp.	-110 939	-736 905	-847 844
Dotations et reprises sur provisions d'exploitation	0	56 454	56 454
Autres produits et charges d'exploitation	-30 516	-300 964	-331 480
Charges d'exploitation (II)	-6 162 485	-10 782 288	-16 944 773
			0
Résultat d'exploitation (III = I + II)	1 666 420	-36 424	1 629 996
			0
TOTAL DES ACTIFS	7 815 247	33 115 984	40 931 231
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	0	239 989	239 989
TOTAL DES PASSIFS	7 815 247	14 192 124	40 931 231

Note 24 – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

Note 25 – Liste des sociétés du Groupe

Liste des filiales et participations en €	Capital	% de détention	Capitaux propres (hors capital)	Valeur brute des titres au 30/09/2013	Valeur nette des titres au 30/09/2013	Prêts / dettes Net	Cautions et avals accordés (1)	Chiffre d'affaires 30/09/2013	Résultat net 30/09/2013	Dividendes versés (-), reçus (+)
A. Filiales détenues à plus de 50%										
Lexibook Hong Kong Limited	47 745	99,9%	841 765	236 340	236 340	-3 225 253	11 728 552	6 205 056	473 231	0
Lexibook Iberica SL	153 104	99,9%	-760 860	153 014		746 002		-146 680	-149 667	
Lexibook Electronica LDA	150 000	99,9%	-1 604 605	149 918	0	1 456 477		0	-2 001	
Lexibook USA	370	100,0%	-274 954	399		636 115		287 253	-97 749	
Lexibook Germany	25 000	100,0%	45 269	25 000	25 000	-66 042		0	-850	

(1) 11 300 000 USD convertis au cours de clôture de 1.3505 et 35 000 000 HKD convertis au cours de clôture de 10.4722.

NB : Les montants en devises étrangères exprimées en euros dans ce tableau ont été convertis au cours de clôture pour les éléments du bilan et au cours moyen de l'exercice pour l'élément du compte de résultat.

Note 26 – Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Les actifs et passifs financiers se répartissent entre courant et non courant de la manière suivante :

en €	30 septembre 2013			31 mars 2013		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts et dettes financières						
Juste valeur négative des dérivés de couverture non éligibles au traitement de comptabilité de couverture prévu par IAS 39		- 5 946	- 5 946		53 161	53 161
Juste valeur négative (+) ou positive (-) des dérivés de couverture qualifiés d'efficace et comptabilisés selon les règles de la comptabilité de couverture d'IAS 39		- 92 209	- 92 209		80 776	80 776
Actifs (-) et Passifs (+) financiers		- 98 155	- 98 155		133 937	133 937

La juste valeur des dérivés est majoritairement déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché (voir note 3.15.1 Ab).

Les instruments financiers dérivés utilisés par le groupe sont uniquement des couvertures de change. Au 30 septembre 2013, ces couvertures étaient matérialisées par des accumulateurs avec barrière désactivante à l'européenne et des termes fermes. Les éléments contractuels des accumulateurs ne permettent pas de déterminer de façon certaine les accumulations possibles, nous les avons donc considérés comme non-efficaces au sens de la norme IAS 39 et leur juste valeur a été portée directement en résultat, le terme ferme a été considéré comme efficace au sens de la norme IAS 39, sa juste valeur a été portée directement en capitaux propres.

La juste valeur retenue repose sur un modèle de valorisation (celui de la banque) rapproché de paramètres observables à défaut de marché de cotation officiel pour les instruments de couverture souscrits par le groupe au 30 septembre 2013 (contrats de change spécifiques avec accumulateurs et barrières désactivantes et contrats à terme ferme).

La comptabilité de couverture est appliquée en conformité avec les principes de la norme IAS 39 et concerne les dérivés en couverture de flux de trésorerie futurs.

Le tableau ci-dessous indique les engagements de couverture à la clôture :

Date de valeur	Banque	Engagement total	Cours	Montant euros	Valorisation cours de clôture	Valorisation banque	Impact résultat	Impact capitaux propres
15/10/2013	Banque 1	2 000 000,00	1,3140	1 522 070,02	1 480 932,99	-43 420		-43 420
18/10/2013	Banque 2	593 600,00	1,3500	439 703,70	439 540,91	757	757	
30/10/2013	Banque 1	2 000 000,00	1,3280	1 506 024,10	1 480 932,99	-27 445		-27 445
31/10/2013	Banque 3	1 000 000,00	1,3401	746 212,97	740 466,49	-5 799		-5 799
30/11/2013	Banque 1	2 000 000,00	1,3341	1 499 138,00	1 480 932,99	-20 723		-20 723
04/12/2013	Banque 2	300 000,00	1,3400	223 880,60	222 139,95	681	681	
31/12/2013	Banque 1	3 300 000,00	1,3532	2 438 663,91	2 443 539,43	527		527
31/12/2013	Banque 4	1 600 000,00	1,3527	1 182 819,55	1 184 746,39	-1 387	-1 387	
31/12/2013	Banque 5	750 000,00	1,3900	539 568,35	555 349,87	12 601	12 601	
31/12/2013	Banque 5	500 000,00	1,3600	367 647,06	370 233,25	4 494	4 494	
28/02/2014	Banque 3	2 000 000,00	1,3550	1 476 014,76	1 480 932,99	4 652		4 652
10/03/2014	Banque 6	467 775,00	1,3315	351 314,31	346 371,71	-6 561	-6 561	
22/04/2014	Banque 2	539 000,00	1,3500	399 259,26	399 111,44	2 904	2 904	
02/05/2014	Banque 4	790 000,00	1,3500	585 185,19	584 968,53	-5 517	-5 517	
05/05/2014	Banque 6	504 300,00	1,3500	373 555,56	373 417,25	-2 977	-2 977	
30/05/2014	Banque 4	507 500,00	1,3650	371 794,87	375 786,75	-1 986	-1 986	
06/06/2014	Banque 4	522 000,00	1,3500	386 666,67	386 523,51	-4 312	-4 312	
11/06/2014	Banque 7	2 900 800,00	1,3640	2 126 686,22	2 147 945,21	-13 515	-13 515	
11/06/2014	Banque 2	552 000,00	1,3500	408 888,89	408 737,50	3 721	3 721	
29/09/2014	Banque 2	689 000,00	1,3790	499 637,42	510 181,41	5 152	5 152	
	TOTAL GENERAL	23 515 975	1,3480	17 444 731	17 412 792	-98 155	-5 946	-92 209

Les impacts sur les réserves et le compte de résultat :

	Résultat	Capitaux propres
Arreté au 31/03/2013	53 161	80 776
Arreté au 30/09/2013	-5 946	-92 209
Impact 2013/2014	59 107	172 985
Impôt différé	-19 700	-57 656
Impact net	39 407	115 329

L'impact sur les capitaux propres est en lecture directe sur la variation des capitaux propres, l'impact résultat avant impôt se retrouve sur la note 19 des comptes consolidés

Note 27 – Gestion des risques

Le groupe a procédé à une revue de ses risques et il considère qu'il n'y a pas d'autres risques hormis ceux présentés dans le paragraphe 4 du document de référence et repris dans ce document.